RAPPORT ANNUEL 1982

ESSO S.A.F.



RAPPORT ANNUEL 1982

	Jacques Ballet	président d'honneur
conseil d'administration	Henri Lamaison	président d'honneur
	Michel Kopff	président
	Louis Chaperon	administrateur
	Jean-Louis Pilliard	administrateur
	Gustave Rambaud	administrateur
	Jean Rauzier	administrateur
comité consultatif	Michel Kopff	président-directeur général
	Jean-Maurice Esnault	directeur
	Robert K. Meahl	directeur
	Michel Pauwels	directeur
	Jean Rauzier	directeur général des ventes
	Claude Roux	directeur logistique
contrôleur	Jacques Rozier	
trésorier	Guy Henry	
commissaires aux comptes	André Amic	titulaire
	Daniel Dudon	titulaire
	Jean-Michel Garnier	suppléant





société anonyme française
au capital de 595 898 000 F
6, avenue André-Prothin
Courbevoie (Hauts-de-Seine)

adresse postale:
Cedex 2
92093 Paris-La Défense

documents présentés
à l'assemblée générale ordinaire
du 16 juin 1983
communiqués
au comité central d'entreprise

REPÈRES 1982

Esso S.A.F.

coût moyen tonne importée	prix produits contrôlés ex-raffinerie	volumes ventes marché intérieur	investissements raffinage-distribution
+ 26%	+ 18%	– 9%	390 MF

Esso REP

production	dépenses exploration et développement
984 000 tonnes	568 MF

Esso S.A.F. et Esso REP

impôts et redevances	résultat net consolidé	dividende
691 MF dont impôts sur bénéfices 298 MF	– 5,5 MF	238 MF

SOMMAIRE

ENVIRONNEMENT PÉTROLIER INTERNATIONAL

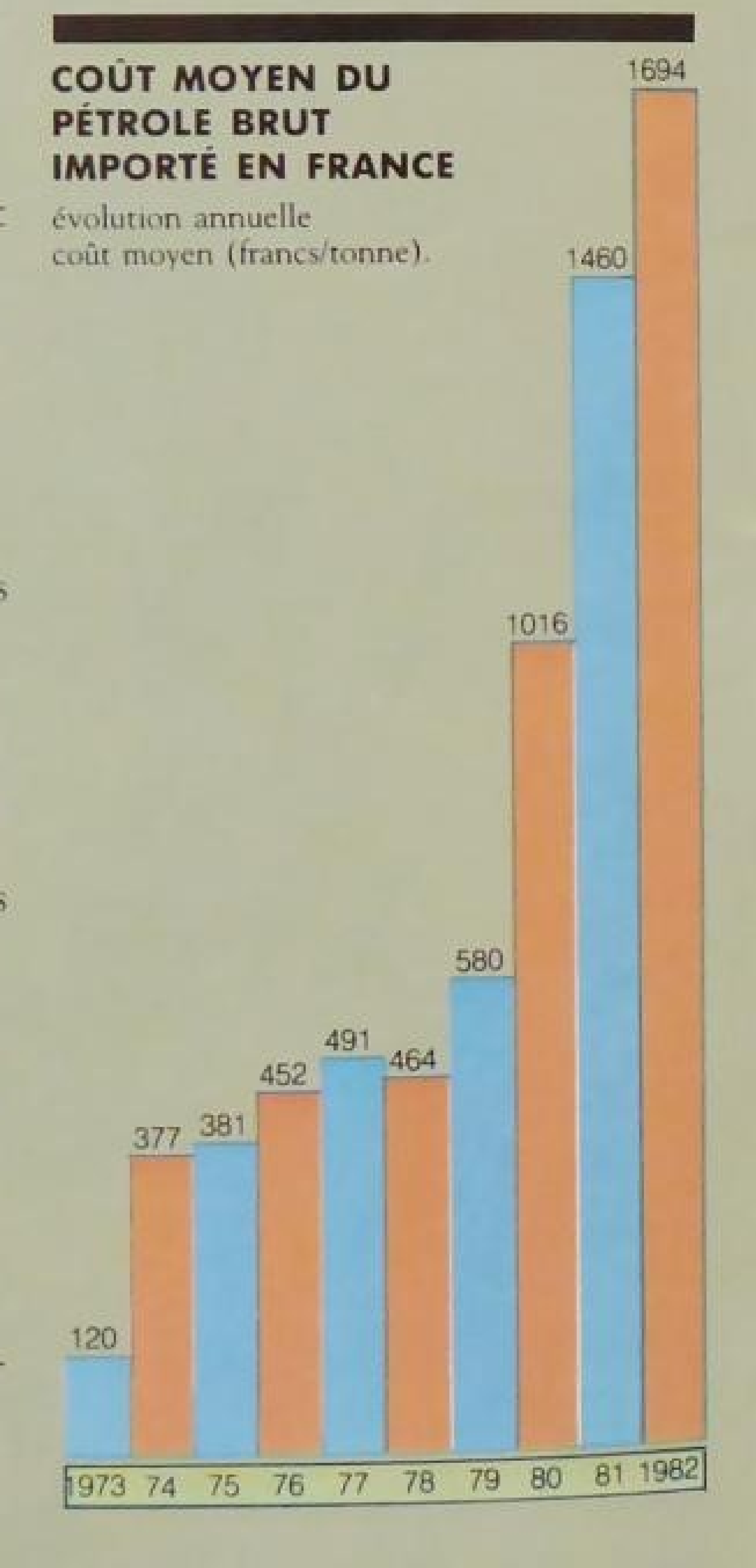
La consommation de pétrole dans le monde occidental a baissé de 3,5 % en 1982, poursuivant ainsi la tendance enregistrée depuis le deuxième choc pétrolier de 1979. Ce recul reflète tout d'abord la stagnation, voire la régression dans certains secteurs de l'économie mondiale. De plus, le niveau élevé des prix de l'énergie et particulièrement du pétrole, a conduit les consommateurs à poursuivre leurs efforts d'économie et a favorisé le développement des énergies de substitution.

En raison de cette faible demande, les prix du pétrole sur les marchés libres se sont effrités faisant apparaître d'une part une décote significative par rapport aux prix officiels de vente qui sont restés sensiblement stables en dollars, d'autre part des disparités de prix entre les différents bruts proposés bien supérieures aux ajustements traditionnels reflétant les différences de qualité et de situation géographique.

La baisse de la demande s'est traduite de façon contrastée entre les différents producteurs. Elle s'est répercutée essentiellement sur les pays membres de l'OPEP ; ceux-ci ont vu leur part dans l'approvisionnement du monde occidental passer de 60 % en 1979 à 44 % en 1982. Les capacités de production inemployées mais disponibles sont désormais très substantielles.

Ceci ne vient pas modifier fondamentalement les perspectives à long terme et la nécessité de développer de nouvelles ressources pétrolières ainsi que la production d'autres énergies, pour faire face à une demande future qui ne peut que croître si les niveaux de vie s'améliorent comme il est souhaitable, notamment dans les pays en voie de développement. Grâce à ses avantages spécifiques, le pétrole dont les réserves connues et à découvrir restent considérables, demeurera jusqu'à la fin de ce siècle, et même au-delà, la source principale d'énergie.

Cette perspective apparaît d'autant plus probable que la réaction des économies des pays industrialisés aux prix élevés du pétrole atteints à la suite des événements de 1979/1980 au Moyen-Orient, milite en faveur d'une évolution plus raisonnable de ces prix.



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

ESSO S.A.F. a enregistré en 1982 ses plus mauvais résultats depuis la crise de 1973. Ceux-ci reflètent essentiellement la situation du raffinage français qui s'est trouvé dans l'impossibilité de répercuter dans ses prix de vente l'évolution de ses coûts. Malgré cette situation conjoncturelle défavorable, votre société a continué à préparer l'avenir, et à s'adapter à la profonde mutation du marché pétrolier en prenant les mesures nécessaires pour renforcer sa compétitivité tant dans le domaine industriel que dans le domaine commercial. Cette action sera poursuivie avec vigueur et détermination, et votre société est convaincue qu'elle dispose des moyens nécessaires pour assurer de façon satisfaisante son rôle dans l'approvisionnement pétrolier français, pour autant qu'un cadre acceptable pour cette activité soit maintenu.



Forage de Saint-Michel, sur le permis de Gimone-Volvestre (Sud-Aquitaine), dont Esso REP, opérateur, détient 50 %.

En baisse de 7,3 % en 1982 après la baisse de 11,2 % constatée en 1981, le marché pétrolier français a continué à régresser à un rythme supérieur à celui de l'énergie primaire totale consommée en France (– 4,4 %). Si l'économie dans son ensemble est restée en faible croissance, les secteurs ont connu des évolutions sensiblement différentes qui ont influé sur les marchés respectifs des produits. Les ventes d'essence sont restées stables, le gazole continuant sa progression, mais à un rythme ralenti (+ 2,1 %). Des baisses importantes ont affecté les combustibles, fuel domestique (– 9,5 %) et surtout fuels lourds, les ventes à l'industrie et aux centrales électriques diminuant respectivement de 10,3 % et 31,4 %. Au total, le marché pétrolier a perdu 7 MT pour s'établir à 93 MT, retrouvant ainsi le niveau de 1970.

Si la baisse des volumes a continué d'être une source de difficultés pour l'industrie pétrolière, le niveau insuffisant des prix de vente est à l'origine des très mauvais résultats financiers enregistrés en 1982. En effet, ce n'est qu'en fin d'année, après une série d'ajustements successifs, que les prix contrôlés des carburants auto et des distillats à la sortie des raffineries ont pu rejoindre le niveau moyen des cours européens, eux-mêmes déjà très déprimés. Jusqu'en mai, ces prix ont été fixés de façon unilatérale par les Pouvoirs Publics. En mai, l'Administration a mis en place une formule automatique d'ajustement mensuel de ces prix, étudiée avec la profession, et visant à assurer une cohérence entre les prix français et les prix internationaux, ce qui est une condition nécessaire pour que l'approvisionnement du pays puisse s'effectuer dans des conditions normales. Dès le mois de juin, le Gouvernement a décidé de limiter les variations de prix qu'aurait entraînées l'application de cette formule à la suite de la dévaluation du franc français et du renchérissement du dollar qui a suivi. Les sociétés se sont donc trouvées dans l'obligation d'absorber une grande partie des coûts supplémentaires engendrés par l'augmentation du coût moyen de la tonne importée sans pouvoir les répercuter dans le prix de vente.

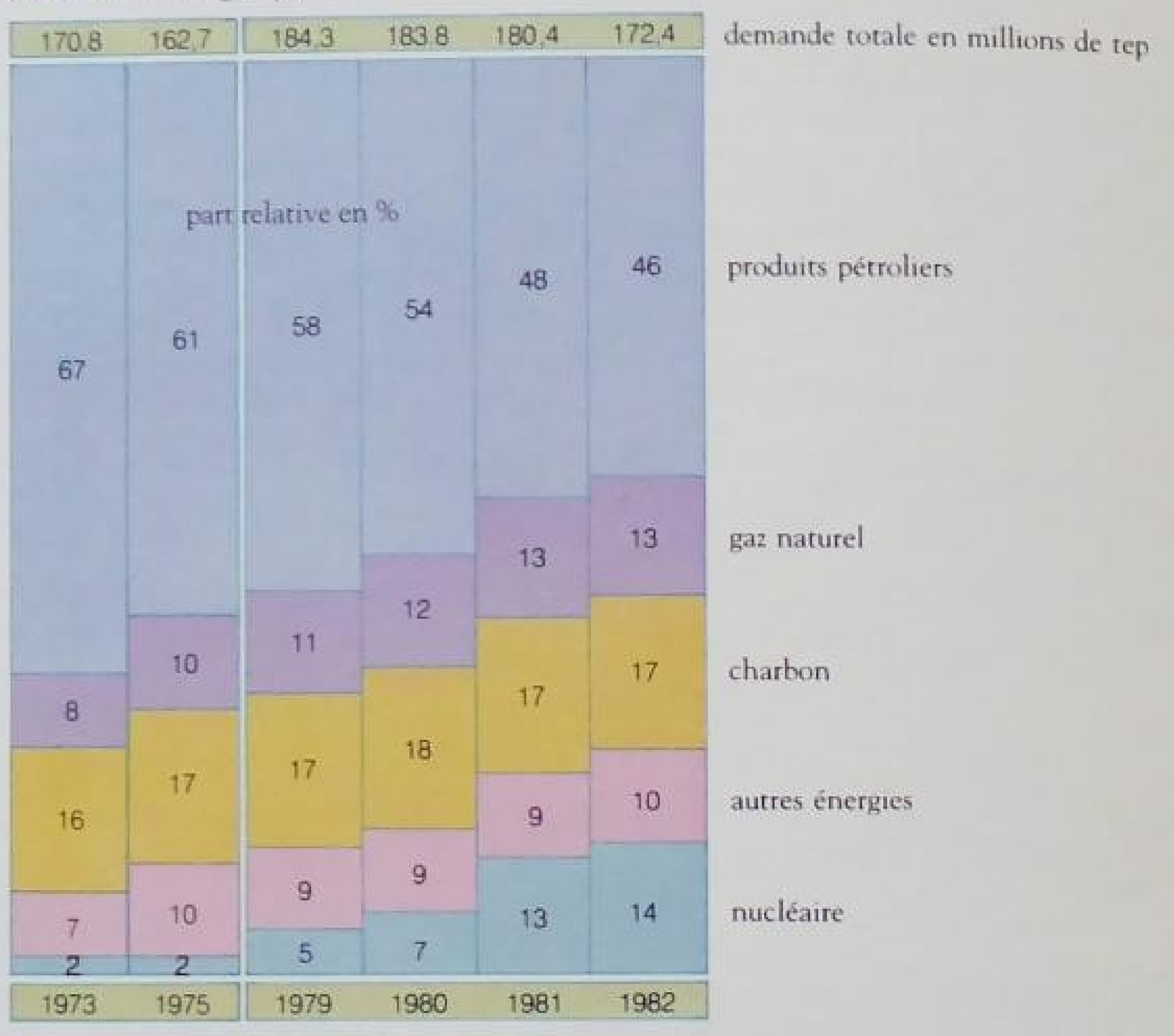
Par ailleurs, d'autres mesures de contrôle consécutives au blocage général des prix de juin 1982 sont venues empêcher la répercussion complète du coût de la matière première pour certains produits comme les lubrifiants et les bitumes. De même, les augmentations des marges de distribution en aval du raffinage sont restées insuffisantes.

Au total, la perte économique du raffinage français évaluée par l'Union des Chambres Syndicales de l'Industrie du Pétrole se sera élevée à F 12,5 milliards, montant équivalent à la perte enregistrée en 1981. L'endettement de la profession atteignait ainsi un total de F 77 milliards à la fin de l'année.

L'industrie pétrolière est entrée dans une phase de mutation profonde pour s'adapter aux nouvelles conditions du marché. La réduction des capacités excédentaires amorcée en 1982 dans le raffinage avec la fermeture de 3 raffineries (Valenciennes, Dunkerque et Hauconcourt) et dans le transport maritime avec le retrait de 8 pétroliers totalisant 1,8 MT de port en lourd devra être poursuivie, de même que la réorganisation des circuits de distribution.

Dans le même temps, des investissements importants devront être réalisés pour continuer à améliorer l'efficacité des opérations comme pour assurer l'équilibre de l'offre de

ÉVOLUTION DES BESOINS D'ÉNERGIE PRIMAIRE EN FRANCE



LIVRAISON DES PRINCIPAUX PRODUITS PÉTROLIERS EN FRANCE

	1973	1975	1979	1980	1981	1982
total tous produits millions de tonnes	127,8	110,9	121,2	112,5	99,7	92,8
carburants auto	15,8	15,9	17,7	17,7	18,1	18,1
gazole	6,5	6,9	9,2	9,5	9,8	10,0
fuel domestique	39,2	30,9	30,9	28,2	24,0	21,8
fuels lourds	34,1	28,8	29,0	25,4	18,9	15,6
gaz de pétrole liquéfiés	2,7	2,6	3,1	3,2	3,1	2,9
autres produits énergétiques	16,8	14,6	16,6	14,7	13,2	11,7
total marché civil énergétique	**115,1**	**99,7**	**106,5**	**98,7**	**87,1**	**80,1**
armée et non énergétiques (pétrochimie)	12,7	11,2	14,7	13,8	12,6	12,7





2

1. Mise en service en 1933, la raffinerie de Port-Jérôme avait à l'époque une capacité de traitement de 1 million de tonnes/an. En 1983, année du cinquantenaire, cette capacité est de 8 millions de tonnes/an. La raffinerie fabrique toute la gamme des produits pétroliers, depuis les gaz et essences jusqu'aux huiles et bitumes.

2. A l'appontement de la raffinerie de Port-Jérôme : l'« Esso Parentis », caboteur de 22 000 tonnes, a rejoint la flotte Esso SAF en juin 1982. Identique à l'« Esso Port-Jérôme », il assure comme celui-ci le transport de produits pétroliers vers les dépôts côtiers de la façade atlantique.

produits pétroliers avec une demande où la part des fuels continuera de décroître. Il faudra de même développer au maximum l'exploration et la production nationales, malgré les difficultés, le coût élevé et les risques importants encourus.



Ainsi, la tâche présente et future des sociétés pétrolières est considérable. Une des conditions pour la mener à bien est, faute de la liberté des prix, l'application normale de la formule des prix contrôlés à la sortie des raffineries, ainsi que la revalorisation des marges commerciales en fonction des coûts réellement supportés.

Dans ce contexte extrêmement difficile pour le raffinage français, votre société a pour sa part enregistré de très mauvais résultats :

Le résultat économique des activités de raffinage et de distribution a été une perte de F 1 847 millions, hors effet prix sur stock. Compte tenu de l'effet prix sur stock (F 1 415 millions), après prise en compte du dividende reçu d'Esso REP pour F 378 millions, le résultat net comptable est une perte de F 54 millions.

Les résultats sont mauvais, mais votre société a fait face et pris les mesures nécessaires pour maintenir et accroître sa compétitivité. Un panorama rapide de ses activités en témoigne :

— Tout d'abord une intense activité d'exploration et de développement de la production a été menée par Esso REP, marquée par un nouvel accroissement des investissements qui ont atteint un total de F 568 millions. Si la production de pétrole brut et de condensats a pu être maintenue aux environs de 1 MT, l'accroissement de 46 % des dépenses d'exploration qui se sont élevées à F 326 millions n'a pas été récompensé par de nouvelles découvertes significatives, confirmant ainsi que le territoire national reste une zone à haut risque.

— L'activité du raffinage, par suite de la contraction des volumes vendus, de la diminution des stocks, et de l'arrêt d'un contrat important de façonnage s'est établie à 11,8 MT, soit une réduction de 24 % par rapport à l'année précédente. En conséquence, la raffinerie de Bordeaux a été exploitée de façon discontinue pendant l'année. La raffinerie de Hauconcourt, dans laquelle Esso S.A.F. détient une participation de 40 %, a été définitivement arrêtée en fin d'année.

— Dans le domaine des transports maritimes, 2 navires de 250 000 tonnes ont été vendus et 1 caboteur de 22 000 tonnes a été intégré à la flotte.

— Compte tenu d'un contexte financier difficile, les choix d'investissements dans les secteurs raffinage et distribution ont privilégié l'efficacité industrielle et commerciale. En retrait par rapport aux années antérieures, les dépenses correspondantes ont néanmoins atteint F 390 millions.

— Dans le domaine commercial, votre société considère comme essentielle la défense de son fonds de commerce. Elle a adopté une politique de prix modulés dans ses stations en libre-service permettant à celles-ci de répondre efficacement à la vive concurrence prévalant dans ce secteur. Cette politique commerciale devrait permettre au réseau de stations-service d'améliorer sa compétitivité, tout en s'adaptant à l'évolution du trafic et en laissant aux automobilistes le libre choix du type de service qu'ils souhaitent. Par ailleurs, la gestion est restée très rigoureuse, en particulier dans le domaine des crédits à la clientèle.

— Parallèlement à l'adaptation de l'outil industriel et commercial, une profonde restructuration des activités fonctionnelles rendue possible entre autres par un recours accru aux techniques informatiques, est en cours pour maintenir une organisation performante. La politique de gestion des effectifs de votre société a permis d'assurer pour l'essentiel par des mouvements internes le reclassement du personnel rendu disponible par le réaménagement des structures, et d'intégrer une quarantaine de personnes au sein d'Esso S.A.F. ou d'Esso REP à la suite de la fermeture de la raffinerie de Lorraine.

Les changements survenus dans l'industrie pétrolière au cours des dernières années ont été considérables. Cependant, les perspectives à long terme se précisent peu à peu. Les problèmes à résoudre pour réaliser dans des conditions satisfaisantes l'adaptation indispensable aux nouvelles conditions du marché sont ardus. Mais votre société, avec l'appui du Groupe Exxon, dispose des atouts humains, techniques et commerciaux nécessaires pour les résoudre. Cette adaptation, déjà largement entamée, est un processus long et délicat. Mais il est inéluctable. C'est à ce prix que votre société pourra continuer à assurer sa mission d'approvisionnement du pays.

MODERNISATION DE L'UNITÉ PRINCIPALE DE DISTILLATION A PORT-JÉRÔME



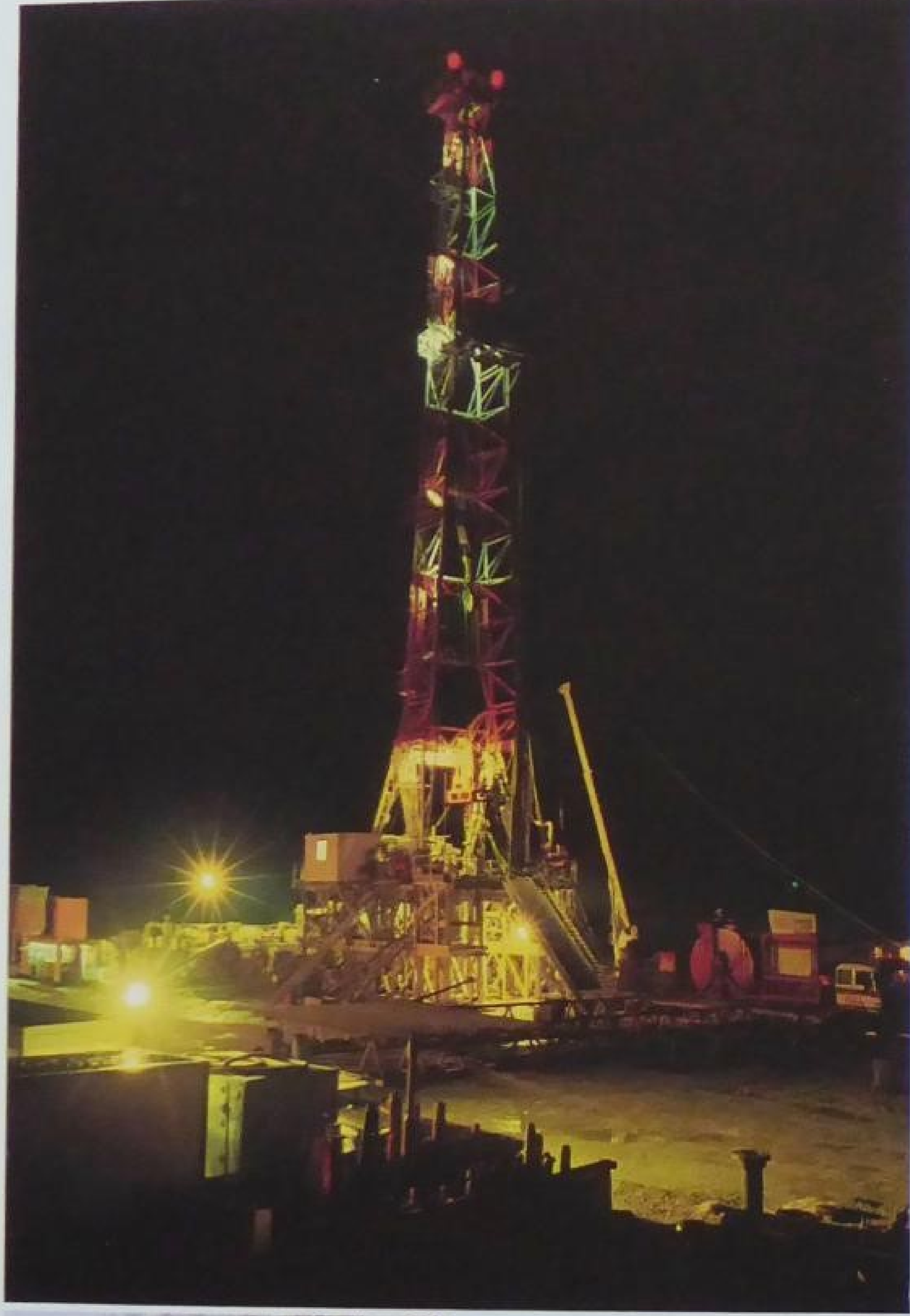
En 1982, un projet d'un montant total de F 300 millions consacré à la modernisation de l'unité principale de distillation de Port-Jérôme a été mis en service. Son but était triple :

- réduction des consommations d'énergie de l'unité par installation de nouveaux échangeurs de chaleur et d'un réchauffeur d'air de combustion. L'économie attendue est de 26 000 tonnes de fuel lourd par an, soit environ 16 % de la consommation de l'unité.
- production supplémentaire d'environ 20 000 tonnes/an d'alimentation de craquage catalytique par distillation plus poussée du pétrole brut grâce à l'addition d'une deuxième tour de distillation sous vide :
- amélioration de la sécurité et de l'opérabilité de l'unité.

De façon à réduire la durée d'indisponibilité de l'unité pour réaliser les modifications nécessaires, la première phase des travaux qui a débuté en mai 1981 a consisté à installer et à préfabriquer le maximum des équipements nécessaires, l'unité restant en marche. Ensuite, un arrêt de la distillation de quatre mois, de février à juin 1982, a été nécessaire pour achever les travaux. Ceux-ci ont représenté 900 000 heures de travail d'exécution.

Une attention toute particulière a été apportée à l'aspect sécurité. Malgré la difficulté des travaux réalisés en partie lorsque l'unité était en marche, la raffinerie n'a eu à déplorer aucun accident grave.

Ce type d'investissement qui vise à réduire les coûts opératoires et à accroître la production de produits légers à partir du pétrole brut au détriment du fuel lourd dont le marché se réduit, illustre parfaitement les efforts entrepris pour disposer d'un outil de raffinage performant et adapté.







1. Forage du Trou-aux-Loups sur le permis de Brie, détenu par Esso REP.

2. Camions vibrateurs d'une équipe sismique en opération sur le permis du Cher, un de ceux où Esso REP a entrepris d'explorer des couches géologiques du Carbonifère.

3. Navire de prospection sismique « Olga Bravo », au cours d'une campagne de mesures sismiques en Méditerranée.

EXPLORATION ET PRODUCTION ESSO REP

Après avoir triplé en trois années, les dépenses d'exploration et de développement ont encore marqué une forte progression en 1982 s'élevant à F 568 millions, chiffre à comparer aux F 475 millions de l'année précédente.

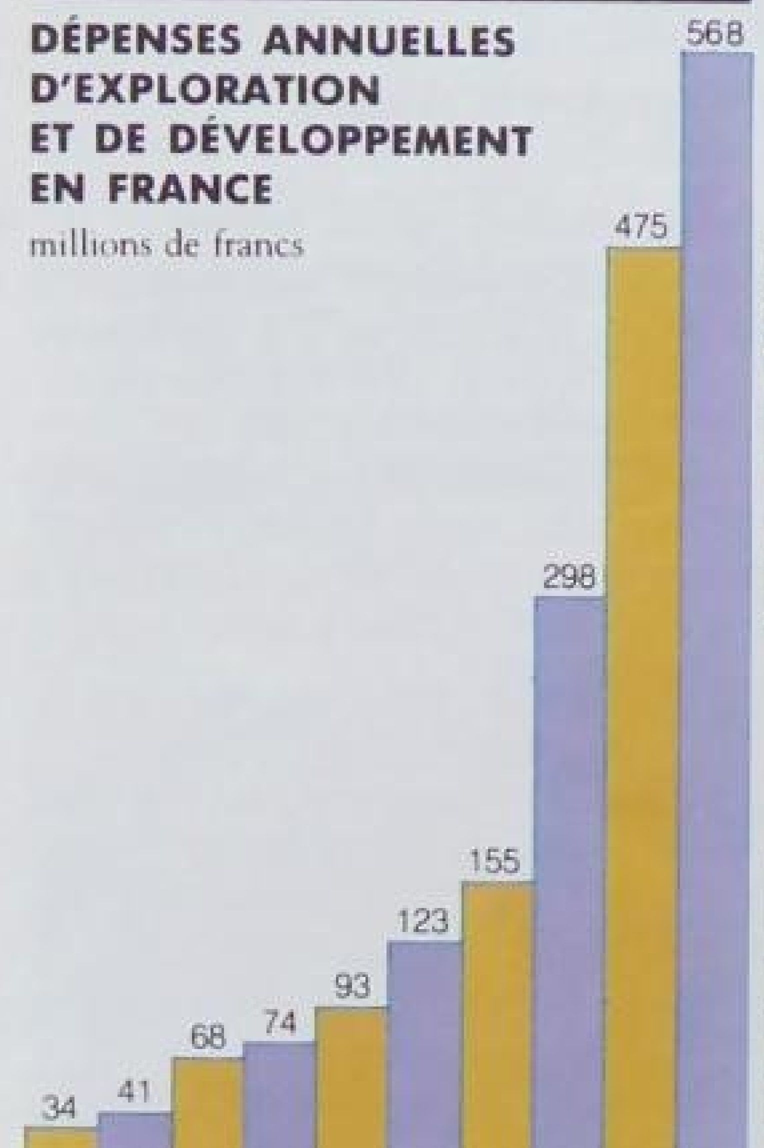
Production relativement stable

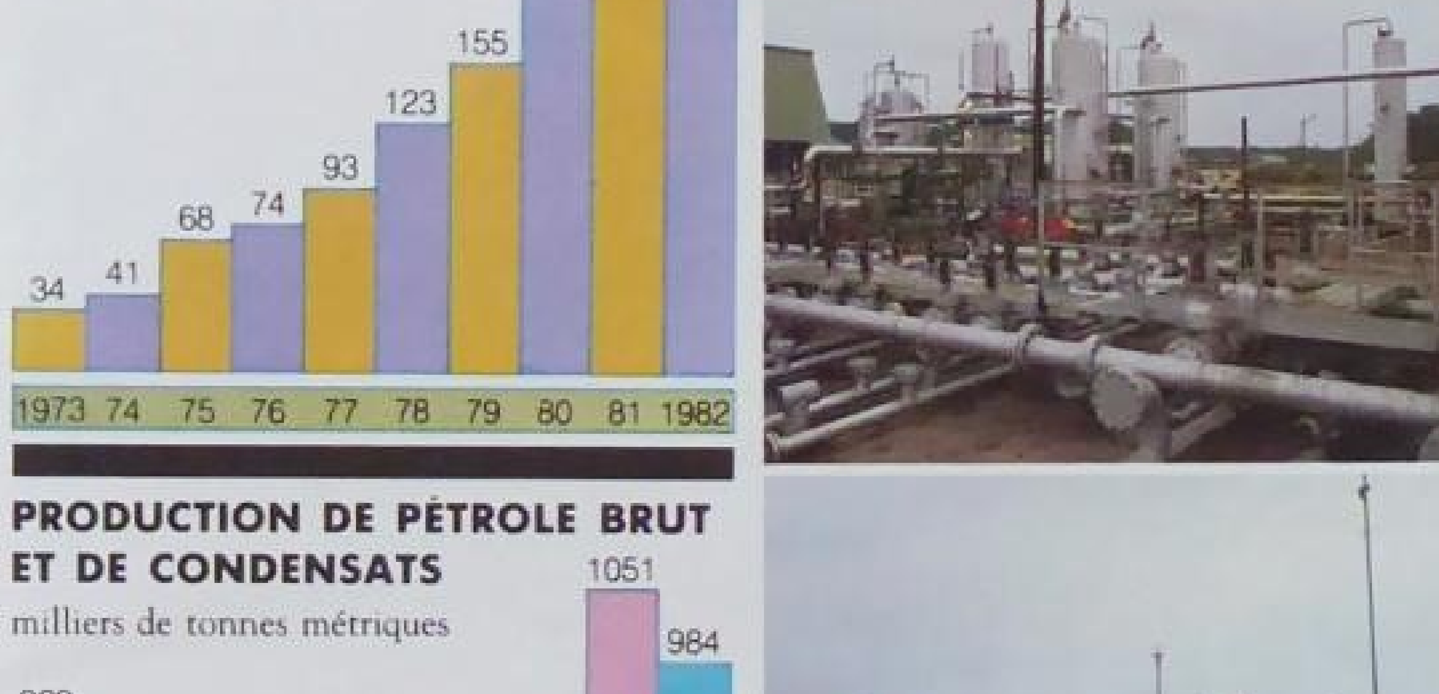
• Esso REP a produit 984 178 tonnes d'hydrocarbures liquides en 1982, représentant une baisse de l'ordre de 6 % par rapport à 1981 en dépit de la mise en service de nouveaux puits sur les champs de Parentis et de Cazaux dont les niveaux de production ont été légèrement améliorés ; le gisement de Lugos étant par contre en fort déclin.

En fait, le relais n'a pas été assuré par le développement des récentes découvertes et, en particulier, par celui de Vic Bilh dont la capacité optimale de production sera atteinte seulement après la mise en place dans le courant de l'année de nouvelles unités de traitement et de transport de la production.

• Les investissements de développement et de production ont été de F 242 millions en 1982. Sur les gisements de la région landaise, seize puits ont été forés ; dix-sept ont été terminés sur les autres champs en Aquitaine et dans le Bassin Parisien.

• Dans la région d'Oloron, à proximité de la formation gazéifère profonde de Saucède, une modeste accumulation de gaz a été mise en évidence à Ledeuix dans un horizon de roches éruptives vers 2 500 mètres. Le puits raccordé au réseau de collecte de gaz de Saucède fournit journellement 80 000 mètres cubes de gaz commercial.















1. et 2. Station de compression pour le pompage au gaz sur le gisement de Parentis. Avant d'être réinjecté dans les puits à une pression de 100 bars, le gaz passe dans des séparateurs et des colonnes de déshydratation.

3. et 4. Sur le lac de Parentis, nouvelle plate-forme de production, à structures allégées. Elle regroupe plusieurs puits dont la production est assurée par pompage au gaz ; les balises de signalisation sont alimentées en électricité par un panneau de cellules solaires photovoltaïques.

• Sur la structure de Donnemarie, dans le Bassin Parisien, les deux puits en exploitation donnent une production totale d'environ 140 mètres cubes d'huile par jour.

Exploration croissante

• En 1982, Esso REP a consacré à la prospection des ressources métropolitaines en hydrocarbures F 326 millions. Ce montant, comparé aux F 223 millions de 1981, montre que la politique de la société est restée résolument orientée vers un développement de ses recherches en dépit des faibles résultats obtenus les années précédentes. Les dépenses d'exploration exposées par Esso REP en 1982 représentent un peu plus du quart de l'effort soutenu par l'ensemble de la profession.

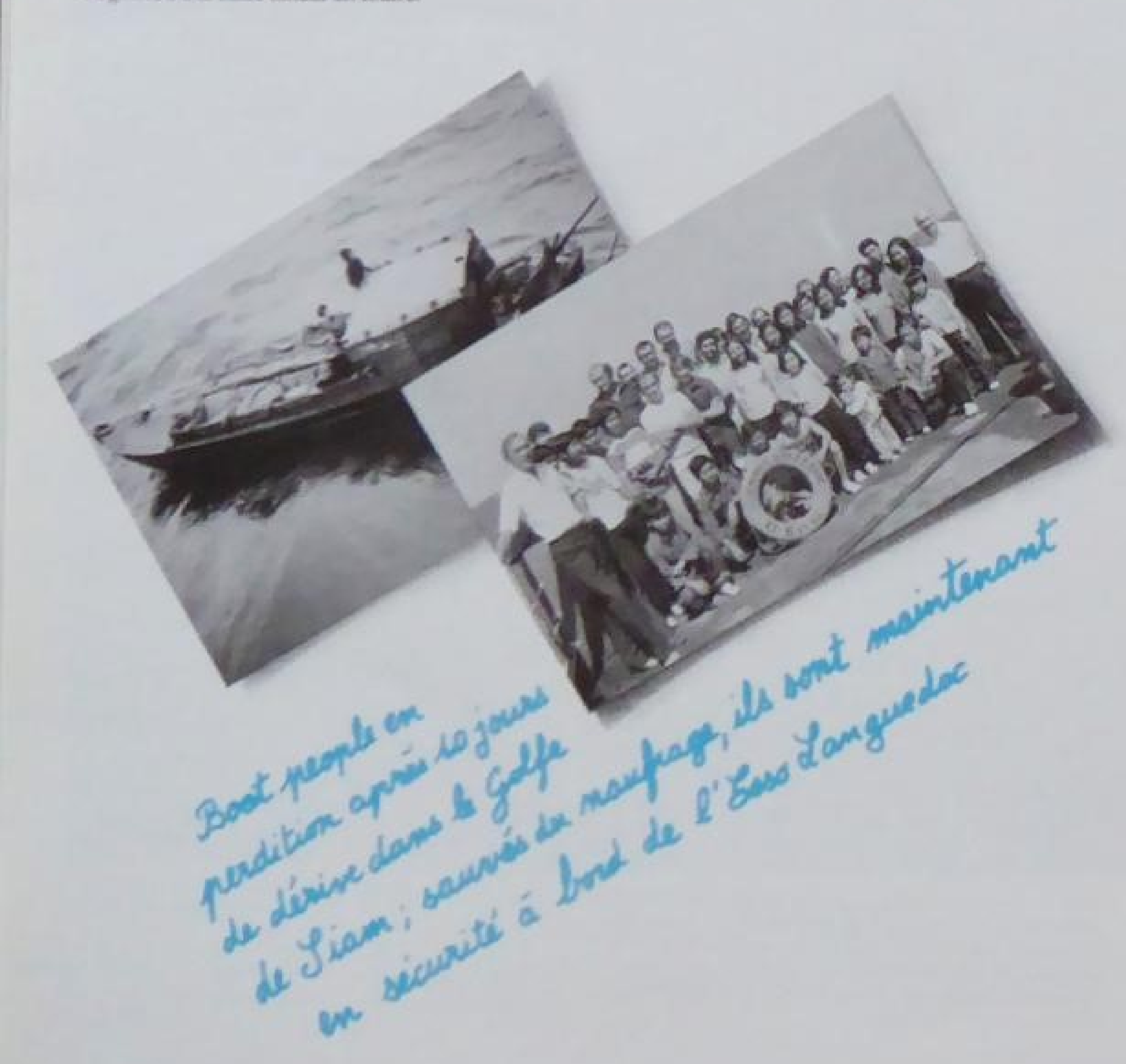
• De nouveaux objectifs d'exploration ont été abordés : le carbonifère et le Bassin méditerranéen. Une campagne sismique importante a été lancée sur les nouveaux permis pour lesquels Esso REP exerce les fonctions d'opérateur, tels les permis du Toulois et de la Sarre et du Jura méridional ; la société a également procédé à des relevés sismiques sur la récente extension du permis de Brie.

• L'activité de forage s'est développée principalement en Aquitaine ; elle a marqué une pause relative dans le Bassin Parisien pour permettre une étude de l'ensemble des données géologiques recueillies ces dernières années. Dans la région de Bar-le-Duc, un premier puits à objectif carbonifère a été foré, il a fourni quelques indications de gaz.

Esso REP contribue à une campagne de deux forages à des fins d'inventaire pétrolier dans le golfe du Lion. Le premier, foré sous 1 714 mètres d'eau, a été arrêté à 3 607 mètres ; le second a débuté le 11 janvier 1983.



A la raffinerie Esso de Fos-sur-Mer, four principal de l'unité de désulfuration qui permet d'obtenir du gazole à très basse teneur en soufre.



Boat people en perdition après 10 jours de dérive dans le Golfe de Siam ; sauvés du naufrage, ils sont maintenant en sécurité à bord de l'Esso Languedoc

ACTIVITÉS LOGISTIQUES ET INDUSTRIELLES

Les quantités de pétrole brut mises en œuvre dans les raffineries de votre société en 1982 ont été sensiblement plus faibles qu'en 1981 par suite tout d'abord de la réduction de la demande intérieure mais aussi de la non-reconduction à fin juin 1982 d'un important contrat de façonnage pour le compte d'une société étrangère.

Les actionnaires de la Société de la Raffinerie de Lorraine — dont votre société qui détient une participation de 40 % — ont décidé l'arrêt définitif de cette raffinerie qui sera transformée en dépôt de livraison de produits. Le personnel a pu être reclassé dans les installations des participants, C.F.R., Esso et Elf, ainsi que dans la nouvelle centrale nucléaire de Cattenom.

En dépit de cette réduction de capacité, d'importants excédents subsistent et la raffinerie de Bordeaux a été exploitée de façon discontinue, la distillation principale ayant été mise à l'arrêt pendant la période d'été.

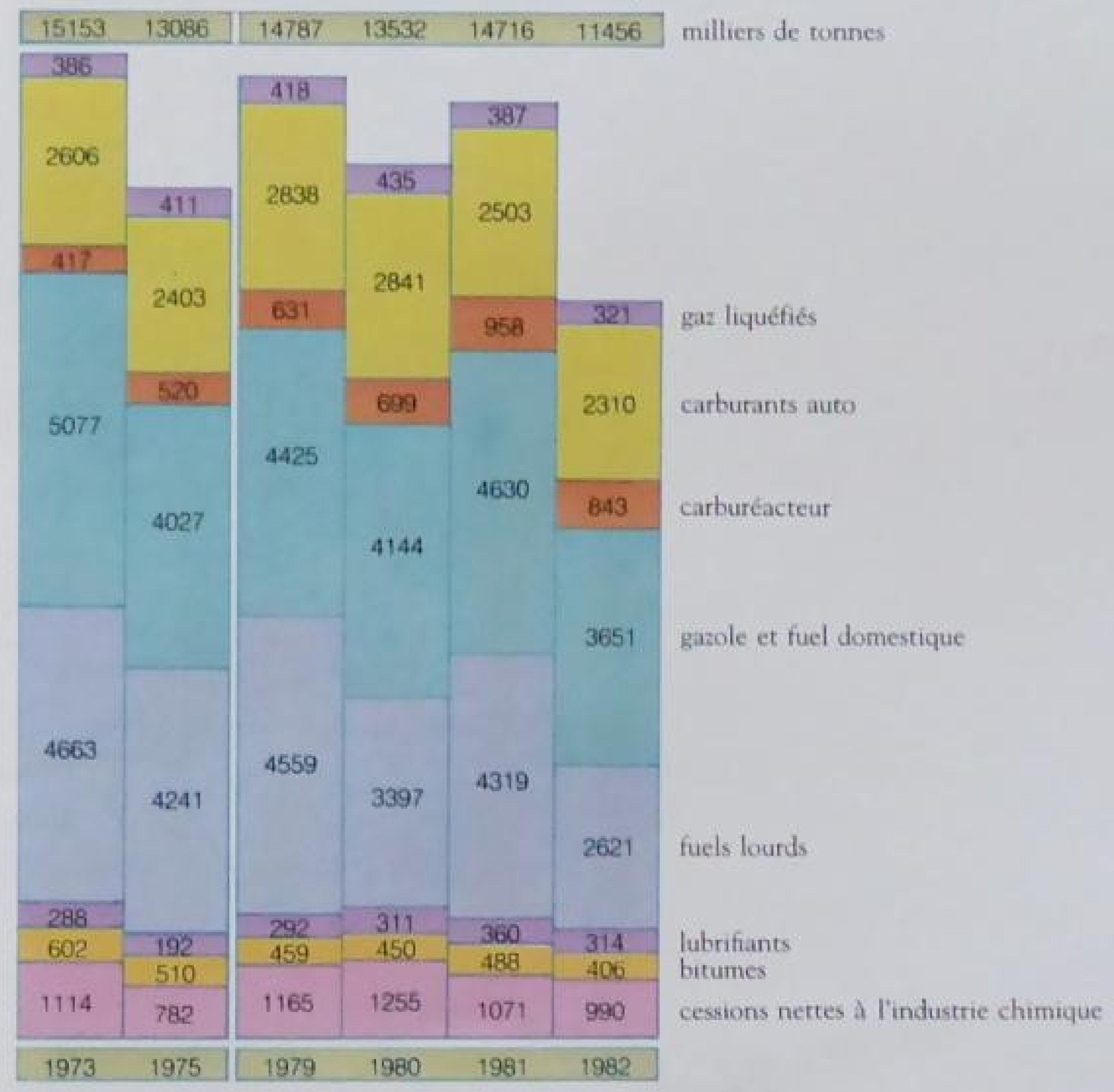
Dans le but de gérer au mieux l'outil de raffinage, les 11,8 MT de pétrole brut mises en œuvre ont été complétées par l'importation d'environ 1 MT de produits intermédiaires. Au niveau des produits finis, les mouvements d'imports et d'exports ont fait apparaître un solde exportateur d'environ 0,6 MT.

Les dépenses d'investissement dans le secteur du raffinage, bien qu'en retrait sur les années précédentes, sont restées au niveau élevé de F 200 millions. Environ la moitié de cette somme a été consacrée à la modernisation de l'unité de distillation principale de la raffinerie de Port-Jérôme, l'autre moitié visant à développer des projets essentiellement consacrés aux économies d'énergie et à améliorer la valorisation du pétrole brut raffiné.

Dans le domaine des transports maritimes, la réduction des trajets s'étant accentuée, 1982 a vu la mise en œuvre de mesures d'adaptation de la flotte à la diminution des besoins.

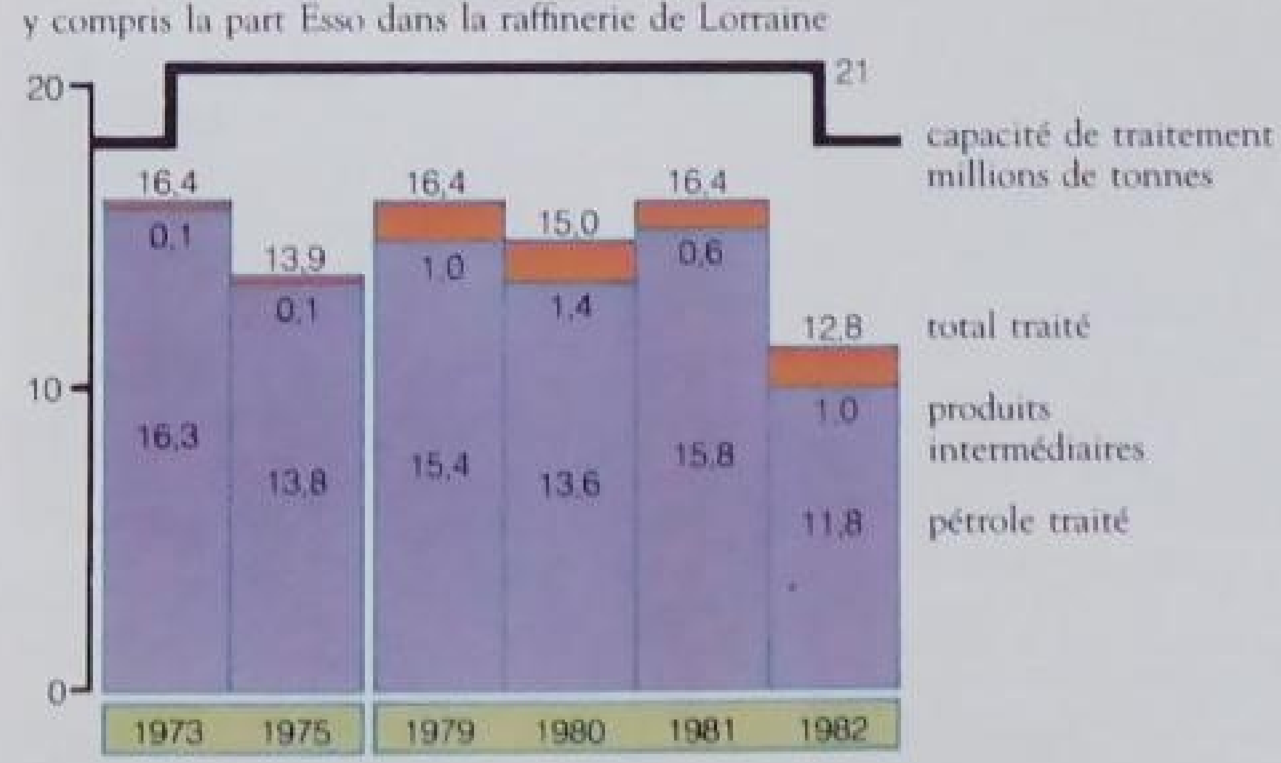
PRODUCTION DES RAFFINERIES ESSO S.A.F.

y compris la part Esso dans la raffinerie de Lorraine, produits consommés en raffineries exclus.



ACTIVITÉ DES RAFFINERIES ESSO S.A.F.

y compris la part Esso dans la raffinerie de Lorraine



C'est ainsi que les deux plus anciens long-courriers, l'"Esso Bretagne" et l'"Esso Flandre", de 250 000 tonnes de port en lourd, pour lesquels il n'était plus possible de trouver d'activité par suite de l'excédent mondial de tonnage, ont été vendus à la démolition au cours du deuxième trimestre.

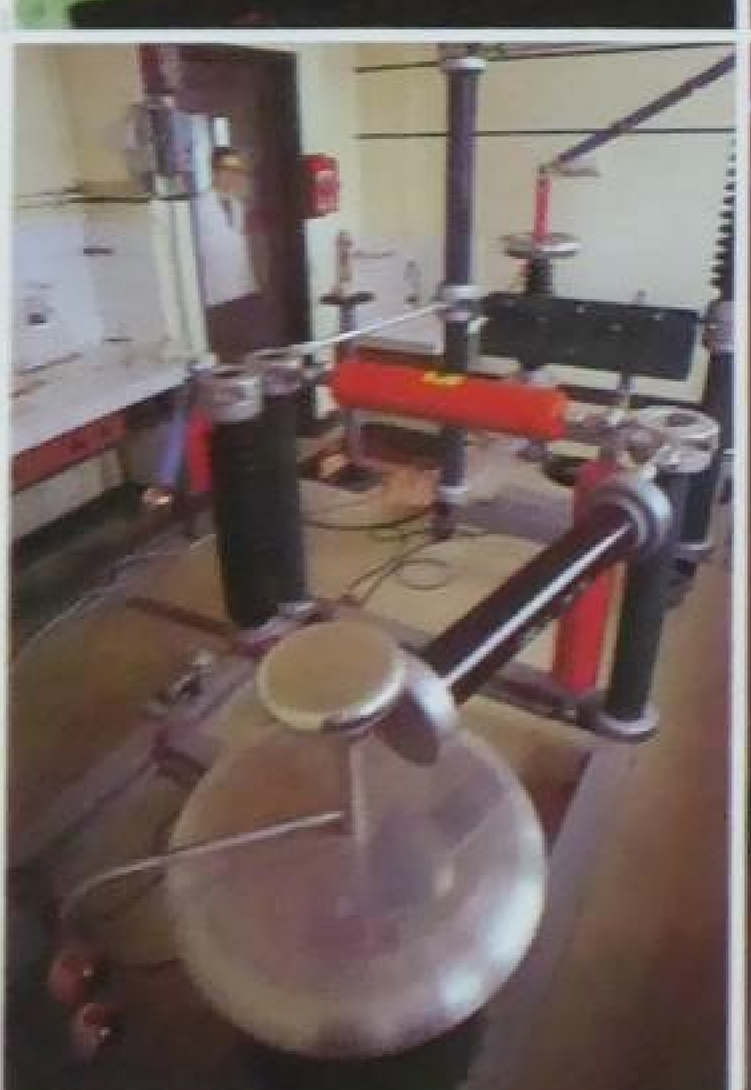
Esso S.A.F. a intégré à sa flotte en juin, un deuxième caboteur de 22 000 tonnes de port en lourd, l'"Esso Parentis", identique à l'"Esso Port-Jérôme". Au cours de ses six premiers mois d'exploitation, il a été principalement utilisé au transport de produits blancs pour le ravitaillement des dépôts côtiers de la façade atlantique ainsi qu'au transport de charges à craquer entre les raffineries de Bordeaux et de Port-Jérôme.

Le plein effet de toutes les actions entreprises dans le cadre du programme de réduction de la consommation de soutes a été obtenu en 1982 et a permis une économie de combustibles de 8 % par rapport à 1981, à vitesse comparable.

Pétrole brut traité dans les raffineries Esso en 1982

Origine	millions de tonnes	%
France	0,9	7,6
Mer du Nord	0,7	5,6
Moyen-Orient	9,8	83,5
Divers	0,4	3,3
Total	**11,8**	**100**











RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

En 1982, les dépenses de recherche effectuées au Centre de Mont-Saint-Aignan ont atteint F 62 millions. Les activités ont porté principalement sur l'amélioration de la qualité des produits et le développement de leurs utilisations, les économies d'énergie, la protection de l'environnement ainsi que l'hygiène industrielle. Une douzaine de brevets ont été déposés, et deux licences ont été concédées. Voici quelques exemples des travaux réalisés :

Le Centre de Recherche a participé aux essais effectués par l'industrie pétrolière et l'industrie automobile sur le comportement des carburants additionnés de composés oxygénés, dans le cadre du GEUCS (Groupement d'Etude et d'Utilisation des Carburants de Substitution). Les conclusions de ces travaux ont été remises aux Pouvoirs Publics.

Un procédé de meilleure combustion des fuels lourds a été développé pour des chaudières de moyenne importance, et les études se poursuivent pour des installations de grande capacité.

La nouvelle génération d'huiles isolantes mise au point depuis 1980 a été approuvée par tous les grands utilisateurs de l'industrie électrique européenne, et reconnue par les normes techniques nationales et internationales.

Un nouveau bitume routier, composé de poudre de pneus usés et de bitume de base Esso, est maintenant commercialisé par la Société Beugnet, avec le support technique de votre société. Ses propriétés mécaniques et rhéologiques remarquables en font un produit économique de haute performance.

1. Appareil de mesure du comportement rhéologique des lubrifiants : propriétés d'écoulement et de viscosité.

2. Analyseur en continu, développé au Centre de Recherche, pour évaluer la stabilité des mélanges de fuels lourds.

3. Station d'essai et de mesure de la résistance des huiles isolantes aux très hautes tensions.

4. Arc électrique provoqué par une onde de très haute tension appliquée à une huile isolante.

5. Le développement des liants bitumineux fait appel à des moyens scientifiques élaborés ; ici mesure de l'adhésivité du bitume sur une surface solide.

6. Etude de nouveaux types d'isolants thermiques fabriqués à partir des cendres de charbon et de liants pétroliers.







ACTIVITÉS COMMERCIALES

Dans un marché en régression de 7 % sur l'année, avec des évolutions différentes suivant les produits, le marché des essences se stabilisant alors que celui du fuel lourd continuait de chuter rapidement, votre société a globalement maintenu ses positions commerciales, avec des ajustements dans certains secteurs.

Au niveau des prix, il faut tout d'abord noter que c'est seulement en fin d'année que les prix français des grands produits à la sortie des raffineries ont pu rejoindre le niveau des cours européens grâce à la mise en application complète de la nouvelle formule automatique de fixation des prix. A cette insuffisance de rémunération des activités amont, il faut ajouter les retards pris dans la revalorisation des marges aval qui doivent couvrir l'ensemble des opérations de commercialisation et de distribution.

Ceci est d'autant plus dommageable que les efforts importants de productivité ne peuvent compenser l'augmentation des coûts unitaires consécutive notamment à la réduction des volumes.

Dans le domaine des carburants, la très vive concurrence des grandes surfaces a continué à peser sur les positions du réseau de votre société. Il est donc apparu opportun de répondre à cette concurrence en adoptant une nouvelle politique de rabais dans des stations équipées en libre-service. Si les premiers enseignements tirés de cette nouvelle politique sont encourageants, il faut noter que l'effet sur les volumes en 1982 n'a porté que sur 2 mois.

Sur le marché du fuel domestique, dont le prix de vente pendant la quasi-totalité de l'année n'a pas été rémunérateur, votre société a

1. et 2. La modernisation du réseau de stations-service Esso s'est poursuivie. Elle porte notamment sur une signalisation améliorée.

3. et 4. A l'usine de bitumes Esso de Nîmes, 450 m^2 de capteurs solaires portent à 70 °C en été et 30 °C en hiver les 6 500 tonnes d'eau utilisées annuellement pour le réchauffage des bitumes et émulsions. 52 000 litres de fuel seront ainsi économisés chaque année.

continué de réduire ses ventes tout en respectant ses engagements contractuels envers la clientèle.

La part de marché pour les ventes de fuel lourd à l'industrie a été maintenue, et légèrement améliorée pour les ventes à Electricité de France.

En ce qui concerne les lubrifiants, la politique sélective de vente a été poursuivie sur le marché des huiles industrielles où les prix sont restés dans l'ensemble déprimés. Sur le marché des huiles pour moteurs à essence et diesel, où l'Uniflo reste "l'huile de haut de gamme" la plus vendue, des mesures ont été prises pour développer les ventes dans tous les canaux. Dans le secteur des spécialités, la position a été accrue sur le marché des bitumes et des carburéacteurs et maintenue sur celui des gaz de pétrole liquéfiés.

Votre société se trouve engagée dans une phase d'adaptation aux nouvelles conditions du marché qu'elle est décidée à poursuivre, tant au niveau des politiques commerciales que des organisations et des infrastructures, afin d'être en mesure d'assurer son rôle dans l'avenir.

Ventes totales d'Esso S.A.F. correspondant au chiffre d'affaires commercial	**1980**		**1981**		**1982**	
	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
gaz liquéfiés	508	3,6	442	3,0	418	3,4
carburants auto	2 715	19,3	2 658	18,1	2 449	19,8
pétrole, essence aviation et carburéacteur	647	4,6	887	6,1	831	6,7
gazole	1 214	8,6	1 683	11,5	1 528	12,4
fuel domestique	3 504	24,9	3 160	21,5	2 631	21,3
fuels lourds	4 561	32,4	4 914	33,5	3 616	29,3
lubrifiants	388	2,8	377	2,6	373	3,0
bitumes et émulsions	543	3,8	544	3,7	513	4,1
total produits finis	**14 080**	100,0	**14 665**	100,0	**12 359**	100,0
autres produits (essentiellement produits de base vendus à l'industrie chimique)	1 800		1 948		1 533	
total	**15 880**		**16 613**		**13 892**	
dont exportations et soutes étrangères	1 660		3 526		1 989	







Lubrifiée par l'huile Uniflo, la Peugeot 505 turbo- diesel de Dominique et Claude Laurent a participé au Tour de Corse 1982 comme la Porsche de Guy Frequelin et Jean-François Fauchille. Ces derniers ont également participé au rallye de Monte-Carlo en janvier 1982.

UNE NOUVELLE POLITIQUE DES PRIX POUR LES CARBURANTS



Depuis le 29 octobre 1982, Esso a mis en œuvre une nouvelle politique de prix à la pompe qui rompt avec le passé et se caractérise par une modulation des prix pratiqués dont l'objectif essentiel est double :

- défendre le fonds de commerce vis-à-vis des grandes surfaces et des revendeurs libres ;
- répondre aux souhaits des automobilistes et les faire bénéficier des gains de productivité.

L'application normale de la "formule de prix" permettant d'envisager une situation du raffinage assainie à moyen terme, il devenait possible de mettre en œuvre une politique commerciale ayant pour objectif d'arrêter l'érosion qui menaçait le réseau de vente.

Débutant par un rabais de 7 centimes par litre dans environ 500 stations en libre service exploitées par des mandataires, cette action commerciale s'est depuis élargie et les rabais sont maintenant modulés de 7 à 10 centimes en fonction des coûts et de la concurrence locale. Compte tenu du nombre de stations impliquées, Esso fait bénéficier les automobilistes d'un rabais moyen plus élevé qu'aucune autre marque.

Bien que la législation n'autorise pas une information suffisante des consommateurs sur les prix de nos produits, les résultats observés jusqu'ici témoignent de la réaction favorable des automobilistes.

Les rabais ne sont qu'un des aspects de cette nouvelle politique commerciale qui vise aussi à adapter les investissements en fonction des débits, du trafic et des réactions de la clientèle. Votre société marque ainsi sa volonté de maintenir une position commerciale conforme à ses capacités industrielles et financières.

RELATIONS HUMAINES

La politique des relations humaines d'Esso S.A.F. aura été marquée en 1982 par la mise en œuvre des nouvelles dispositions sociales décidées par les Pouvoirs Publics et par la poursuite de l'adaptation des ressources humaines aux conditions nouvelles du marché pétrolier.

• La législation sur la réduction des horaires de travail a été adaptée aux conditions propres de votre entreprise et a conduit, grâce à l'effort de productivité de tous, à une réduction du temps de travail hebdomadaire de 40 à 39 heures, sans diminution de salaire.

Par ailleurs, et en application de l'ordonnance sur les horaires des travailleurs postés en continu, un accord est intervenu dans le cadre de la profession dont les modalités d'application ont fait l'objet de discussions à l'intérieur de la société. Ces discussions ont abouti à un accord d'entreprise au début de 1983.

En matière de congés payés et dans un domaine où la politique d'Esso S.A.F. allait déjà au-delà des obligations légales, un accord d'entreprise a également été conclu à l'occasion de la généralisation de la cinquième semaine.

• Les effectifs ont continué à progresser dans la production mais ils ont diminué dans les autres activités, notamment dans la distribution et le raffinage. Cette baisse traduit, dans le domaine des ressources humaines, l'effort d'adaptation aux changements structurels de la demande sur le marché français.

Parallèlement, le rythme des recrutements s'est ralenti pour se limiter aux seuls engagements nécessaires à la poursuite du rajeunissement de notre organisation et à certains besoins spécifiques qui n'avaient pu être satisfaits par mouvements internes. D'une manière générale, en effet, priorité a été donnée en 1982 au reclassement du personnel rendu disponible par l'aménagement des structures.

Dans ce cadre, et conformément aux engagements pris par les trois sociétés associées, le reclassement du personnel de la raffinerie de Lorraine a été assuré et une quarantaine d'employés ont été transférés à Esso S.A.F. ou à Esso REP.

• Concernant les communications et la formation, le fait marquant de l'année aura été l'organisation d'une série de réunions destinées à aider les collaborateurs de la société à mieux comprendre les mécanismes économiques de l'entreprise. Plus de 1 500 membres du personnel de la société ont participé à cette "formation économique" en 1982, par petits groupes d'une douzaine de personnes environ, sous la conduite de cadres de leur unité de travail.

« Pétrole : la longue traque », le film sur l'exploration pétrolière produit par Esso REP et réalisé par Claude Guillemot (production Jacques Baillon) a reçu le premier prix de sa catégorie (Dauphin de cristal) au festival du film industriel 1982 à Biarritz.

		1980	1981	1982
Effectifs au 31 décembre (marins compris)		4 510	4 395	4 170
Engagements (marins compris)		192	209	74
Promotions internes		507	626	573
Salaires (évolution de décembre à décembre)				
• augmentation de la rémunération moyenne :				
— pour le personnel en place durant toute l'année	%	16,8	17,2	11,6
— sur l'effectif total	%	14,3	15,0	10,4
• augmentation du coût de la vie	%	13,6	14,0	9,7
Intéressement en % des salaires		6,3	5,4	3,8
Activités de formation				
• en % des salaires		2,9	2,3	2,1
• en % du temps de travail		2,1	1,7	1,6
Accidents de travail				
• nombre par million d'heures travaillées		2,9	1,8	2,6

LA SÉCURITÉ CHEZ ESSO



Votre société a, parmi ses objectifs fondamentaux et permanents, de rechercher et de mettre en œuvre des conditions de travail tendant à éliminer les causes d'accidents corporels et matériels. Tous les membres du personnel, à tous les niveaux, ont la responsabilité de promouvoir la protection des personnes, y compris les tiers, et des biens.

Cela se traduit dans tous les établissements de votre société par une triple démarche :

• faire en sorte que chaque membre du personnel se sente responsable de sa propre sécurité, car la sécurité c'est l'affaire de tous ;
• tout mettre en œuvre pour que l'encadrement assume pleinement la responsabilité de la sécurité de son personnel ;
• intégrer complètement la sécurité au management de sorte qu'elle soit prise en compte au même titre que les données économiques, commerciales et techniques dans la gestion de l'entreprise.

Cette politique est développée depuis de nombreuses années. Elle se traduit, sur le terrain, par un effort de tous les instants qui porte sur les aspects matériels (investissements, équipements, procédures opératoires) et sur les aspects de comportement humain (management, communication, formation) de la sécurité.

C'est ainsi qu'en 1982 :
• plus de 5 % des dépenses d'investissement ont été directement consacrées à des achats d'équipements de sécurité et à des travaux destinés directement à améliorer la sécurité ;
• plus du quart de l'effort total de formation à Port-Jérôme a été consacré à des actions sur le lieu de travail ou en stage, afin de développer les aptitudes et comportements du personnel pour une meilleure sécurité ;
• plus de 10 % du temps des travaux de l'encadrement des raffineries a été affecté à des actions de conception, de formation et de contrôle destinées à améliorer la sécurité.

Au fil des années, cette politique a porté ses fruits puisqu'elle a permis de réduire le nombre total d'accidents avec arrêt de travail de 50 en 1972 à 25 en 1982. Ces résultats placent votre société en très bonne position dans l'industrie pétrolière, puisqu'ils sont quatre fois meilleurs que la moyenne de cette industrie, qui est elle-même trois fois meilleure que la moyenne de l'industrie française ; bien entendu ces progrès doivent être poursuivis sans relâche et votre société vise des résultats encore meilleurs.

Par ailleurs, sur un plan national, votre société joue en matière de sécurité un rôle de premier plan et a notamment contribué activement en 1982 à concevoir et mettre en place, pour l'ensemble de la France, un plan d'assistance mutuelle entre les compagnies pétrolières, pour la défense contre l'incendie.

FILIALES

Outre sa principale filiale Esso REP, Esso S.A.F. avait au 31 décembre 1982 une participation de plus de 50 % dans les sociétés suivantes:

— la Société Immobilière Paris-Niel, propriétaire de terrains et de stations-service;

— l'Office Privé d'Assurances et de Courtages qui négocie et gère les polices d'assurances des sociétés du Groupe Exxon en France;

— la Société Worex Distribution et la Société Damiani, sociétés de distribution de combustibles liquides et solides;

— la Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales qui assure la gestion de cartes de crédit et de tickets-route;

— la Société Relais International Garonor, propriétaire d'un fonds de station-service;

— la Société Hôtelière de la Petite Campagne, qui exploite un immeuble destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

Les renseignements concernant les activités de ces filiales figurent à la suite de ce rapport.

ASPECTS FINANCIERS

Les recettes totales hors taxes se sont élevées à F 37 569 millions dont F 26 917 millions de chiffre d'affaires commercial hors taxes, F 10 436 millions d'autres recettes (y compris les transactions compensées) et F 216 millions de produits financiers et accessoires. Ces montants s'entendent hors dividende reçu d'Esso REP.

Les charges d'exploitation ont atteint F 37 960 millions (y compris les transactions compensées). Du fait de l'insuffisance des résultats, la dotation aux amortissements incluse dans ces charges a été limitée au minimum légal soit F 238 millions dont F 20 millions sur écart de réévaluation.

La valeur des stocks a diminué de F 85 millions. Cette variation globale résulte d'une part d'une diminution de F 1 500 millions due à une baisse importante du volume des stocks et, d'autre part, d'une augmentation de F 1 415 millions de valeur à volume constant (effet prix sur stocks). Etant donnée l'insuffisance des résultats, aucune dotation à la provision pour fluctuation des cours des matières premières (PFC) n'a pu être passée. En fait, hors effet prix sur stocks, le résultat économique des activités raffinage et distribution est une perte de F 1 847 millions.

Le résultat comptable hors dividende reçu d'Esso REP est une perte de F 432 millions compte tenu d'un solde positif de F 44 millions de pertes et profits divers. Après prise en compte du dividende reçu d'Esso REP (F 378 millions) le résultat net est une perte de F 54 millions.

Les besoins totaux de financement ont été de F 662 millions constitués par:

- les dépenses d'investissements pour F 424 millions,
- le dividende payé en 1982 de F 238 millions.

Ces besoins ont été financés par:

- la marge brute d'autofinancement de F 234 millions,
- une diminution des valeurs d'exploitation de F 85 millions,
- une diminution des valeurs réalisables ou disponibles de F 316 millions, des ressources diverses de F 54 millions.

Il en est résulté une diminution de l'endettement de F 27 millions.

RÉSULTATS

Les comptes de résultats et le bilan établis au 31 décembre 1982 vous sont présentés en annexe.

Il vous sera proposé d'imputer la perte de l'exercice de F 54 millions sur le report à nouveau bénéficiaire de F 73,9 millions qui sera ainsi ramené à F 19,9 millions. En outre, il vous sera proposé la distribution d'un dividende égal à celui de l'exercice précédent, prélevé sur:

— le solde du report à nouveau bénéficiaire	F 19,9 millions
— les réserves facultatives	F 124,0 millions
— la prime de fusion	F 94,5 millions
soit un total de	F 238,4 millions

Pour chacune des 11 917 960 actions de F 50 de nominal, le dividende net ressort à F 20,00 auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 10,00 soit un revenu global de F 30,00.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices:

Exercice	nombre d'actions	dividende net par action	avoir fiscal	revenu global
1979	11 917 960	12,00	6,00	18,00
1980	11 917 960	20,00	10,00	30,00
1981	11 917 960	20,00	10,00	30,00

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1982, puis de procéder aux élections du Conseil d'Administration.

Nous vous proposons d'appeler au Conseil d'Administration M. Claude Roux, nommé Directeur Général Produits Pétroliers d'Esso S.A.F. à partir du 15 mai et dont les compétences seront particulièrement utiles au Conseil d'Administration.

Le mandat des Commissaires aux comptes venant à expiration, nous vous proposons de nommer pour les six prochains exercices deux Commissaires aux comptes titulaires et un Commissaire suppléant. M. A. Amic nous ayant fait part de son désir de ne pas demander le renouvellement du mandat qu'il exerce depuis 1971, nous tenons à lui exprimer notre reconnaissance pour la compétence avec laquelle il a toujours accompli sa mission. Nous vous proposons de confier à MM. D. Dudon et E. Salustro les mandats de Commissaires aux comptes titulaires et à M. J.-M. Garnier celui de Commissaire suppléant.

Le Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions de l'article 157 de la loi sur les sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous rendre compte, pour l'exercice clos le 31 décembre 1982, de la mission que vous avez bien voulu nous confier.

Toutes facilités nous ont été données pour effectuer nos vérifications. Celles-ci ont été conduites conformément aux diligences habituelles en la matière et ont comporté, outre les travaux au Siège, un examen des opérations comptables en raffineries.

Les comptes soumis à votre appréciation se présentent dans les mêmes formes que les années précédentes. On notera toutefois que les différences de change, essentiellement liées aux achats de brut, ont été pour cette raison transférées du compte de pertes et profits où elles étaient jusqu'à présent enregistrées, au compte d'exploitation générale.

En ce qui concerne les méthodes d'évaluation, des modifications ont été apportées sur les trois points suivants:

— la dotation aux amortissements des immobilisations a été limitée au minimum légal de F 218 millions, alors qu'elle aurait atteint F 463 millions si elle avait été calculée dans les conditions habituelles;

— aucune dotation n'a été portée à la provision pour fluctuation des cours des matières premières; elle se serait élevée à F 1 724 millions si les résultats avaient pu permettre de la constituer;

— de même, aucune dotation n'a été inscrite à la provision pour hausse des prix des approvisionnements en magasin qui aurait pu atteindre F 3,3 millions.

Nous devons, d'autre part, mentionner, conformément aux dispositions de l'article 356 de la loi sur les sociétés commerciales, que la société a porté sa participation dans la Société Civile de Participation pour la Destruction des Déchets industriels de 4,9% à 16,6%, et qu'elle a pris des participations dans les sociétés suivantes:

Géobutane	11,8 %
Damiani	69,71 %
R.I. Garonor	97%

Nous avons pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de ses annexes et avons vérifié la sincérité des informations données sur la situation financière et les comptes de la société.

Nous nous sommes, d'autre part, assurés que les prescriptions relatives au maintien de l'égalité entre actionnaires et à l'immobilisation des actions de garantie des administrateurs avaient été respectées.

En conclusion, n'ayant relevé au cours de notre mission aucune irrégularité ou inexactitude devant faire l'objet d'une mention particulière, nous sommes en mesure de certifier la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte d'exploitation générale, du compte de pertes et profits et du bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Paris, le 20 avril 1983

André Amic — Daniel Dudon

Rapport spécial

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport prévu aux articles 103 de la loi du 24 juillet 1966 et 92 du décret du 23 mars 1967 concernant les conventions passées par votre société avec des entreprises ayant avec la vôtre des dirigeants communs.

I. Conventions nouvelles autorisées en 1982

1) Avec la Société Esso Chimie

(Administrateurs concernés: MM. L. Chaperon, M. Kopff et H. Lamaison):

— Contrat du 25 février 1983 par lequel Esso Chimie donne en sous-location à Esso S.A.F. 550 m² de bureaux dans l'immeuble CB 13 sis à Courbevoie, 31, place des Corolles, que la Norwich Union a donné en location à Esso Chimie par acte du 25 juin 1982. Loyer annuel fixé à 501 000 F H.T., à compter du 1er août 1982 (Conseil du 24 septembre 1982).

— Convention du 25 février 1983 par laquelle Esso Chimie fournira à Esso S.A.F. les services nécessités par sa présence dans cet immeuble, moyennant remboursements selon le cas, au prorata de la surface occupée, ou des effectifs ou de l'usage propre (Conseil du 24 septembre 1982).

— Convention d'entraide, de services et de mandat du 1er juillet 1982, par laquelle Esso S.A.F. met à la disposition d'Esso Chimie ses moyens et services administratifs et généraux, moyennant une rémunération forfaitaire ou au coût réel, selon le cas. Cette convention remplace celles de 1967 et 1975 et prend effet le 1er juin 1982 pour une durée indéterminée avec faculté de dénonciation sous préavis de six mois (Conseil du 17 juin 1982).

2) Avec la Société Esso REP

(Administrateur concerné: M. M. Kopff):

— Avenant n° 1 du 21 juin 1982 au bail renouvelé le 30 mars 1978, concernant l'ensemble immobilier dont Esso S.A.F. est propriétaire à Bègles (Gironde). Le loyer annuel H.T. est porté à 485 278 F à compter du 27 mai 1982 (Conseil du 17 juin 1982).

— Contrat du 21 juin 1982 de location de parcelles de terrain à usage de parc de stockage, sis à Ambès et appartenant à Esso REP, d'une superficie de 64 585 m², pour une durée de neuf ans à compter du 1er juillet 1982. Loyer annuel 40 000 F (Conseil du 17 juin 1982).

— Contrat du 21 juin 1982 de vente de pétrole brut en vrac par Esso REP à Esso S.A.F. Ce contrat d'une durée d'une année à compter du 1er juillet 1982 et renouvelable par tacite reconduction remplace celui du 22 février 1961 et ses avenants. Il règle les conditions de quantités, qualités, prix, paiements, etc. (Conseil du 17 juin 1982).

— Avenants n° 16 du 3 novembre 1982 à la convention d'avance de trésorerie du 27 mars 1969. Le plafond demeure fixé à 950 MF, mais la durée de la convention est prorogée d'une année pour finir le 31 décembre 1983 (Conseil du 24 septembre 1982).

3) Avec la Société Worex Distribution

(Administrateur concerné: M. J. Rauzier):

— Le Conseil du 17 juin 1982 a autorisé la cession à Worex de deux immeubles à usage de dépôt, l'un à Coulounieix-Chamiers (Dordogne), l'autre à Etrembières (Haute-Savoie).

La première opération a été réalisée par acte du 16 septembre 1982 pour un montant de 353 868 F. La deuxième n'était pas encore réalisée au 31 décembre 1982.

II. Conventions antérieurement approuvées qui se sont poursuivies en 1982

1) Avec la Société Esso Chimie

— Entraide administrative: 9 948 487 F. Entraide à Port-Jérôme: 44 181 258 F. Services rendus par la Direction générale des ventes d'Esso S.A.F.: 322 627 F.

— Avances de trésorerie d'Esso Chimie: 188 670 555 F au 31 décembre 1982; intérêts supportés pour 1982: 13 185 817 F.

— Recherches et développement: 2 918 729 F

— Ventes de produits pétroliers et assimilés par Esso S.A.F.: 1 720 858 001 F, par Esso Chimie: 704 308 364 F.

— Achat d'additifs pour produits pétroliers à Esso Chimie: 122 312 257 F.

— Baux de Marquette-lez-Lille: 63 820 F, Collonges-au-Mont-d'Or: 178 938 F, Pré-Carré et parcelles enclavées: 1 336 146 F.

— Prêt en vue de la construction d'une unité de traitements soufrés avec Hoechst France: 5 670 000 F; intérêts perçus pour 1982: 793 800 F

2) Avec la Société Esso REP

— Entraide administrative: 1 815 446 F.

— Achat de pétrole brut: 1 656 686 532 F.

— Achats de condensats provenant des gisements de gaz d'Ucha: 12 661 767 F.

— Achat de gaz: 1 329 826 F.

— Avances de trésorerie par Esso REP au 31 décembre 1982: 756 712 276 F; intérêts supportés en 1982: 84 013 413 F.

— Location de bureaux à Bègles: 418 912 F.

3) Avec la Société Worex Distribution

— Prêt de 34 MF et avances de trésorerie par Esso S.A.F. en cours d'année (plafond de 150 MF); intérêts perçus en 1982: 4 333 033 F.

— Entraide administrative: 3 670 373 F.

4) Avec la Société Esso Europe Inc.

(Administrateur concerné: M. M. Kopff):

— Services facturés en 1982: 46 187 278 F.

5) Avec la Société du Caoutchouc Butyl « Socabu »

(Administrateur concerné: M. L. Chaperon):

— Vente de matières premières à Socabu: 7 377 433 F.

— Entraide à Port-Jérôme: 221 132 F.

— Location d'un bureau à La Défense: 12 000 F et assistance administrative: 116 750 F.

6) Les accords existant entre Esso S.A.F., Esso Chimie et Socabu pour le fonctionnement du Groupement d'Intérêt Economique Esso Energie se sont poursuivis en 1982.

Votre Conseil d'Administration a considéré que toutes autres conventions qui ont pu être passées ou poursuivies au cours de l'exercice avec des entreprises ayant avec la vôtre des dirigeants communs, présentaient le caractère d'opérations courantes, conclues à des conditions normales et étaient, de ce fait, dispensées de la procédure d'autorisation préalable.

Paris, le 31 mars 1983

André Amic — Daniel Dudon

Commissaires aux comptes
Membres des Compagnies Régionales
de Paris et Versailles

FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES AU 31.12.82

Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières Esso REP
Capital: F 35 100 000-
Participation: 88,98%.
Activités: recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production atteint 984 000 t de pétrole brut et 41,1 millions de m^3 de gaz en 1982.
Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à F 559 millions en 1982.

Worex Distribution - WD
Capital: F 8 456 500 -
Participation: 99,89%.
Activités: distribution de combustibles liquides et solides, de matériels thermiques et sanitaires.
En 1982 son chiffre d'affaires h.t. atteint F 2 690 millions dont F 2 588 millions correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Ancienne Société Damiani Michel et Cie
Capital: F 8 333 875-
Participation: 69,71%.
Activités: distribution de combustibles.
Pour le dernier exercice son chiffre d'affaires h.t. a atteint F 376 millions.

Office Privé d'Assurances et de Courtages O.P.A.C.
Capital: F 200 000-
Participation: 98,25%.
Activités: négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du groupe Esso en France et de leur personnel.
Les courtages reçus en 1982 représentent environ F 8,3 millions.

Société Immobilière Paris-Niel
Capital: F 368 520-
Participation: 99,58%.
Activités: location de stations-service.
Immobilisations: F 5,6 millions.

Relais International Garonor
Capital: F 250 000-
Participation: 97%.
Activités: propriétaire d'un fonds de station-service.
Immobilisations: F 2,2 millions.

Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales
Capital: F 100 000-
Participation: 98%.
Activités: gestion de cartes de crédit et tickets-route.

Société Hôtelière de la Petite Campagne
Capital: F 20 000-
Participation: 95%.
Activités: exploitation d'un hôtel destiné au logement du personnel de la raffinerie de Port-Jérôme.

AUTRES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

Société de la Raffinerie de Lorraine
Exploitation d'une raffinerie à Hauconcourt.
Participation: 40%.

Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine
Exploitation de pipe-lines pour l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie d'Hauconcourt.
Participation: 40%.

Raffinerie du Midi
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation: 33,33%.

Dépôts de Pétrole Côtiers
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation: 21,20%.

Dépôts Pétroliers de la Corse
Exploitation de dépôts de produits pétroliers.
Participation: 18%.

Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers
Réception, stockage et réexpédition de fuel et gazole.
Participation: 15,40%.

Société Géobutane Lavéra
Exploitation d'un centre de stockage souterrain de gaz de pétrole liquéfié.
Participation: 11,80%.

Société du Pipe-Line Méditerranée-Rhône
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Méditerranée à la vallée du Rhône.
Participation: 14,17%.

SOCDI
Société holding d'un centre de destruction de déchets industriels du bassin Basse-Seine-Normandie.
Participation: 16,64%.

Société de Transports Pétroliers par Pipe-line (TRAPIL)
Exploitation de pipe-lines de produits pétroliers des raffineries de la Basse-Seine à la région parisienne.
Participation: 7,99%.

Géomines-Caen
Exploitation d'un stockage souterrain de produits pétroliers à May-sur-Orne.
Participation: 14%.

Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA)
Construction et exploitation d'"Hydrant Systems" aux aéroports d'Orly et de Roissy.
Participation: 16,66%

FILIALES ET PARTICIPATIONS francs	capital	réserves	quote-part du capital détenu (en %)	valeurs d'inventaire des titres détenus	prêts et avances consentis par la société et non remboursés	montant des cautions et avals fournis par la société	chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net (ou perte) du dernier exercice	dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (50% au moins du capital détenu par Esso S.A.F.)									
— Esso REP	35 100 000	267 491 542	88,98	388 000 000	—	—	1 738 395 925	559 010 048	377 907 200
— Worex Distribution	8 456 500	41 985 458	99,89	42 380 078	34 000 000	320 000	2 690 401 406	(660 583)	—
— Ancienne Société Damiani Michel et Cie	8 333 875	5 833 118	69,71	12 547 980	4 000 000	400 000	376 470 566	4 898 275	—
2. Participations (10 à 50% du capital)									
— Raffinerie du Midi	22 500 000	45 813 170	33,33	18 300 000	8 891 265	4 941 000	37 411 459	1 571 087	—
— Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône	65 000 000	33 592 570	14,17	11 600 000	176 900	784 000	115 425 841	12 733 595	2 256 107
— Société de la Raffinerie de Lorraine	50 000 000	7 439 161	40,00	21 000 000	4 084 650	—	132 981 063	—	—
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales françaises				5 642 871	69 973 276	—			1 842 502
2. Participations dans les sociétés françaises				48 864 898	24 146 055	13 958 000			2 207 426

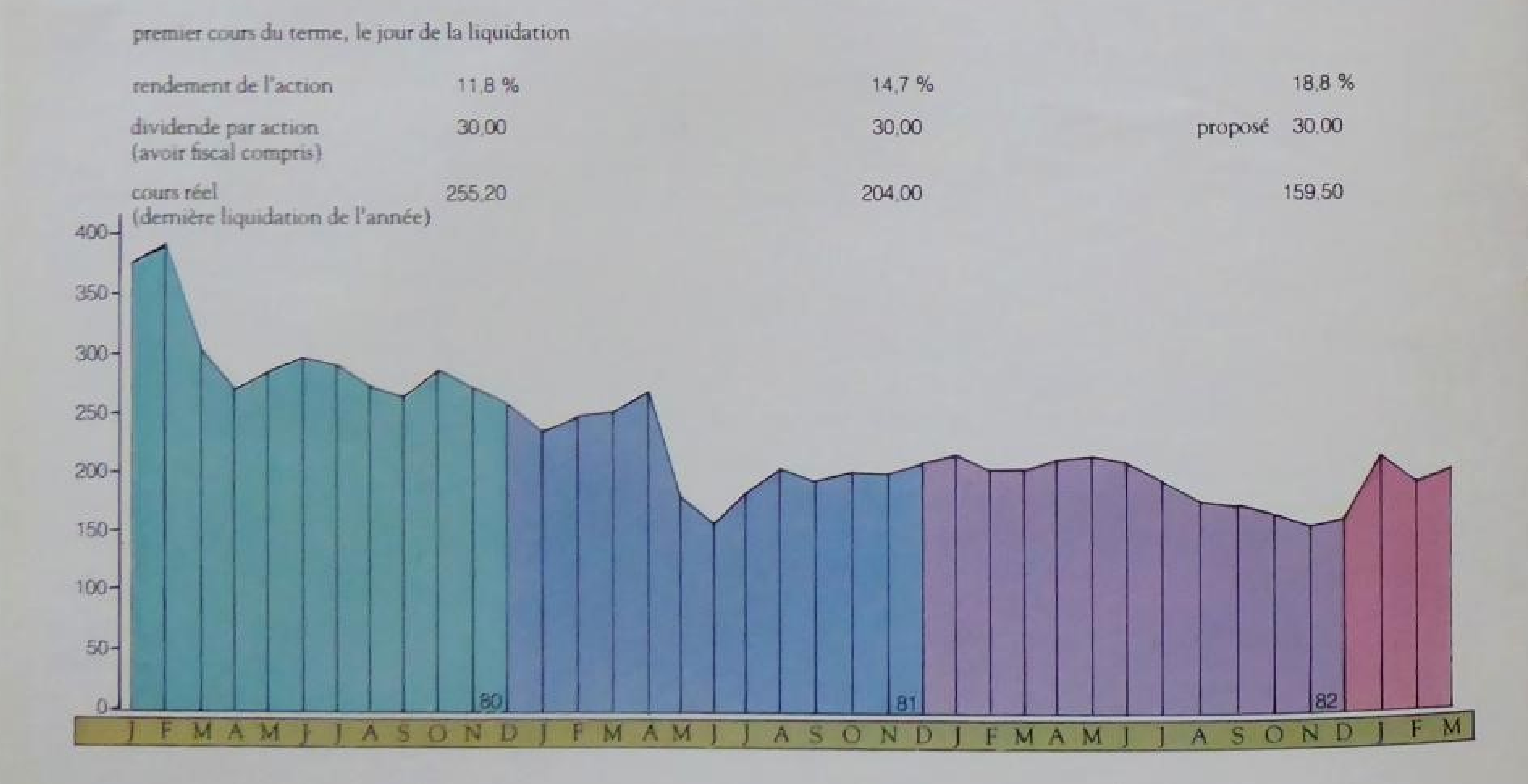
DONNÉES FINANCIÈRES

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ESSO S.A.F. EN 1982

		millions de francs
chiffre d'affaires commercial hors taxes	26 917	
autres recettes y compris transactions compensées	10 436	
produits financiers et accessoires (hors dividende Esso REP)	216	
• recettes totales hors taxes et hors dividende Esso REP		37 569
achats de l'exercice	22 866	
autres charges y compris transactions compensées	14 856	
dotation aux amortissements (dont 20 sur écart de réévaluation)	238	
• charges d'exploitation globales		− 37 960
• variation de la valeur des stocks		− 85*
• résultat du compte d'exploitation avant dividende Esso REP		− 476
• dotation à la provision pour fluctuation des cours des matières premières		0
• pertes et profits divers		44
• résultat propre aux activités d'Esso S.A.F.		− 432
• dividende reçu d'Esso REP		378
• résultat net		**− 54**

* dont F 1 415 millions d'effet prix à volume constant et − F 1 500 millions résultant d'une diminution du volume des stocks.

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION D'ESSO S.A.F.



ANALYSE FINANCIÈRE ET COEFFICIENTS

	millions de francs	1978	1979	1980	1981	1982
A	immobilisations	4 811	6 731	7 111	7 517	7 554
B	amortissements	3 419	4 741	5 090	5 553	5 469
C	immobilisations (valeur nette) (A − B)	1 392	1 990	2 021	1 964	2 085
D	autres valeurs immobilisées	315	671	661	693	699
E	actif immobilisé (C + D)	1 707	2 661	2 682	2 657	2 784
F	valeurs d'exploitation	2 728	4 230	5 459	8 657	8 572
G	valeurs réalisables à court terme et disponibles	2 301	2 925	3 389	3 454	3 138
H	actif circulant (F + G)	5 029	7 155	8 848	12 111	11 710
I	**actif total** (E + H)	6 736	9 816	11 530	14 768	14 494*
J	capitaux propres, réserves et provisions	2 586	4 755	6 299	7 398	7 151*
K	dettes à long terme	655	498	535	1 119	1 439
L	dettes à court terme	3 495	4 563	4 696	6 251	5 904
M	**passif total** (J + K + L)	6 736	9 816	11 530	14 768	14 494*
N	fonds de roulement (H − L)	1 534	2 592	4 152	5 860	5 806
O	chiffre d'affaires commercial hors taxes	11 582	14 880	20 215	27 479	26 917
P	**résultats nets**	**86**	**199**	**266**	**242**	**−54**
Q	marge brute d'autofinancement					
	• comptable	534	1 790	2 159	1 850	234
	• corrigée de l'augmentation en valeur des stocks à volume constant	779	378	542	− 355	− 1181
1	liquidité $\frac{H}{L}$	1,44	1,57	1,88	1,94	1,98
2	marge nette (hors taxes) $\frac{100 \times P}{O}$	0,74	1,34	1,32	0,88	—
3	endettement total $\frac{K + L}{M}$	0,62	0,52	0,45	0,50	0,51
4	rentabilité $\frac{100 \times P}{J}$	3,33	4,19	4,22	3,27	—

* La perte de l'exercice 1982 a été portée en déduction de ces montants.

DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
raffinage et laboratoires	61,8	173,3	384,6	332,7	303,0	214,0
distribution et transports intérieurs	90,4	111,4	124,2	111,9	126,4	113,0
transports maritimes	54,1	12,2	14,5	53,7	22,7	45,0
administratif	1,6	3,6	9,5	15,1	12,2	17,0
total Esso S.A.F.	207,9	300,5	532,8	513,4	464,3	389,0
G.I.E. Esso Energie* (part Esso S.A.F.)	2,6	1,5	0,8	0,6	2,6	1,3
total	**210,5**	**302,0**	**533,6**	**514,0**	**466,9**	**390,3**

* Le G.I.E. Esso Energie a été constitué entre Esso S.A.F. Esso Chimie et SOCABU pour doter les installations de ces trois sociétés à Port-Jérôme d'une centrale moderne de génération de vapeur et d'électricité.

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	1980		1981		1982	
	millions de francs	%	millions de francs	%	millions de francs	%
gaz liquéfiés	662,8	3,3	779,4	2,8	843,5	3,1
carburants auto	4 639,0	23,0	6 153,6	22,4	6 262,3	23,3
pétrole, essence aviation et carburéacteur	977,7	4,9	1 748,5	6,4	1 960,8	7,3
gazole	2 188,9	10,8	3 603,2	13,1	3 701,2	13,7
fuel domestique	4 517,0	22,3	5 250,4	19,1	5 268,4	19,6
fuels lourds	3 513,0	17,4	4 869,3	17,7	4 062,3	15,1
lubrifiants	1 186,9	5,9	1 467,0	5,4	1 548,6	5,7
bitumes et émulsions	460,2	2,2	634,3	2,3	664,5	2,5
autres produits	2 069,3	10,2	2 973,7	10,8	2 605,4	9,7
chiffre d'affaires commercial hors taxes	20 214,8	100,0	27 479,4	100,0	26 917,0	100,0
prestations de service hors taxes	398,7		504,0		441,7	
chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées exclues	20 613,5		27 983,4		27 358,7	
transactions compensées avec d'autres sociétés pétrolières	9 017,7		9 765,8		9 994,1	
chiffre d'affaires hors taxes, transactions compensées incluses	29 631,2		37 749,2		37 352,8	
taxe intérieure	6 264,0		5 830,5		6 358,6	
chiffre d'affaires, taxe intérieure comprise, hors T.V.A.	35 895,2		43 579,7		43 711,4	

RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

	1978	1979	1980	1981	1982
1. Situation financière en fin d'exercice					
a) capital social	595 898 000	595 898 000	595 898 000	595 898 000	595 898 000
b) nombre d'actions émises	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960*
c) nombre d'obligations convertibles en actions	—	—	—	—	—
2. Résultat global des opérations effectives					
a) chiffre d'affaires hors taxes (milliers de F)					
— transactions compensées exclues	12 019 138	15 379 949	20 613 595	27 983 384	27 358 704
— transactions compensées incluses	16 264 001	20 637 302	29 631 261	37 749 240	37 352 779
b) bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	554 087 343	2 212 482 939	2 555 262 478	1 960 249 997	305 918 074
c) impôts sur les bénéfices	1 893 340	323 939 424	240 465 734	763 073	—
d) bénéfice, ou (perte) après impôts, amortissements et provisions	86 108 201	199 218 996	266 036 383	242 048 000	(54 030 756)
e) montant des bénéfices distribués	71 507 760	143 015 520	238 359 200	238 359 200	238 359 200**
3. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	46,33	158,46	194,23	164,41	25,67
b) bénéfice ou (perte) après impôts, amortissements et provisions	7,23	16,72	22,32	20,31	(4,53)
c) dividende versé à chaque action avec avoir fiscal	9,00	18,00	30,00	30,00	30,00**
4. Personnel					
a) nombre de salariés	4 598	4 607	4 510	4 395	4 170
b) montant de la masse salariale	492 440 000	546 527 000	618 170 000	681 820 000	746 256 000
c) montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres spéciales, etc.)	179 959 000	211 811 000	244 121 000	285 999 000	337 225 000

* Actions détenues pour 81,55% par Exxon Corp.
** Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.

		milliers de francs
compte d'exploitation générale	**débit**	
	stocks au début de l'exercice	8 657 405
	achats de matières et marchandises	33 178 030
	frais de personnel	1 083 481
	impôts et taxes	6 524 645
	travaux, fournitures et services extérieurs	1 427 525
	transports et déplacements	986 744
	frais divers de gestion	310 671
	frais financiers	477 572
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements	239 071
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions	90 753
	total	**52 975 897**
	crédit	
	stocks à la fin de l'exercice	8 572 448
	ventes de marchandises, produits finis et prestations de service (directement liées à l'activité pétrolière)	43 711 440
	subventions d'exploitation reçues	87
	ventes de déchets et ventes diverses	5 471
	ristournes, rabais et remises	5 834
	produits accessoires	125 382
	produits financiers	439 378
	travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice	18 252
	perte d'exploitation	**97 605**
	total	**52 975 897**
compte de pertes et profits	**débit**	
	perte d'exploitation	97 605
	participation des salariés aux fruits de l'expansion	22 600
	pertes sur exercices antérieurs	1 597
	pertes exceptionnelles	26 470
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation ou exceptionnelles	7 525
	total	**155 797**
	crédit	
	profits sur exercices antérieurs	28 801
	profits exceptionnels	46 979
	profits résultant de subventions d'équipement	3 407
	profits résultant de la réintégration de la provision spéciale de réévaluation	22 579
	perte nette	**54 031**
	total	**155 797**





BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1982 ESSO S.A.F.

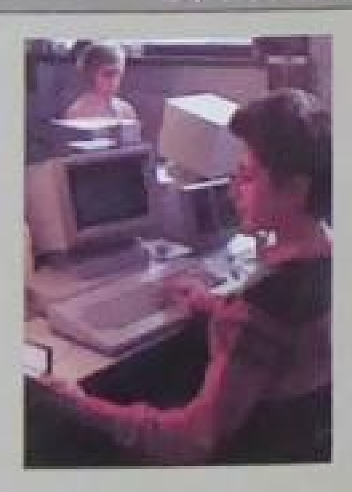
milliers de francs	actif	montant brut	amortissements dépréciations	montant net
valeurs immobilisées 2 783 900	**frais d'établissement**			
	prime de remboursement des obligations	2 359	1 268	1 091
	immobilisations			
	terrains	384 864	13 789	371 075
	constructions et ouvrages d'infrastructure	1 102 426	809 831	292 595
	installations complexes spécialisées	3 336 104	2 474 319	861 785
	matériel et outillage	584 014	382 435	201 579
	matériel de transport	1 537 569	1 460 390	77 179
	autres immobilisations corporelles	350 157	243 774	106 383
	pipeline	90 794	76 549	14 245
	immobilisations incorporelles	31 760	7 672	24 088
	immobilisations en cours	135 866	—	135 866
	total	**7 553 554**	**5 468 759**	**2 084 795**
	autres valeurs immobilisées			
	prêts et autres créances à plus d'un an	104 128	73	104 055
	titres de participation	551 018	2 682	548 336
	dépôts et cautionnements	5 752	—	5 752
	compte de régulation : actif à plus d'un an	39 871	—	39 871
	total	**700 769**	**2 755**	**698 014**
actif circulant 11 710 013 stocks 8 572 448	**valeurs d'exploitation**			
	marchandises	16 506	16	16 490
	matières premières	4 320 841	—	4 320 841
	matières consommables	40 794	341	40 453
	produits finis	3 092 014	—	3 092 014
	produits en cours	1 093 660	—	1 093 660
	emballages commerciaux	8 990	—	8 990
	total	**8 572 805**	**357**	**8 572 448**
comptes de tiers 2 603 518	**valeurs réalisables à court terme ou disponibles**			
	fournisseurs, avances et acomptes versés	34 831	—	34 831
	clients	2 104 075	115 866	1 988 209
	autres débiteurs	493 847	1 196	492 651
	compte de régularisation : actif	87 827	—	87 827
comptes financiers 534 047	prêts à moins d'un an	7 036	—	7 036
	effets à recevoir	205 312	—	205 312
	chèques et autres valeurs à encaisser	162 733	—	162 733
	banques et chèques postaux	158 797	—	158 797
	caisse	169	—	169
	total	**3 254 627**	**117 062**	**3 137 565**
	résultats : perte de l'exercice			**54 031**
	total général			**14 547 944**

avals, cautions, garanties et autres engagements donnés : 3 146 242

avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 2 815 554







	passif	montant net
patrimoine social et provisions assimilées 7 204 454	**capital propre et réserves**	
	capital social	595 898
	prime d'émission et de fusion	160 851
	réserve légale	59 590
	plus-values à long terme	48 881
	réserves facultatives	124 000
	réserve de renouvellement du stock indispensable	2 503
	total	**991 728**
	écart de réévaluation :	
	réserve spéciale de réévaluation	543 730
	provision spéciale de réévaluation	106 415
	total	**650 145**
	report à nouveau	**73 901**
	situation nette (avant résultats)	**1 715 774**
	provisions non réglementées	
	provision complémentaire pour renouvellement des stocks	**300 000**
	provisions réglementées	
	provision pour fluctuation des cours des matières premières	4 921 758
	provision pour investissement	38 098
	provision pour hausse des prix	6 646
	total	**4 966 502**
	subventions d'équipement reçues	
	subventions reçues	16 717
	moins : subventions inscrites à pertes et profits	10 056
	différence	**6 661**
	provisions pour pertes et charges	
	provision pour retraites obligatoires du personnel	210 268
	provision pour impôts différés	5 249
	total	**215 517**
passif envers les tiers 7 343 490	**dettes à long et moyen terme**	
	emprunts à plus d'un an	1 438 513
	autres dettes à plus d'un an	582
	total	**1 439 095**
	dettes à court terme	
	fournisseurs	334 618
	clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours	33 359
	autres créanciers	3 853 421
	comptes de régularisation : passif	406 234
	emprunts à moins d'un an	39 488
	effets à payer	868 223
	banques créditrices	369 052
	total	**5 904 395**
	total général :	**14 547 944**







BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 1982

ESSO S.A.F. ET ESSO REP

millions de francs	actif	montant brut	amortissements dépréciations	montant net
valeurs immobilisées 2 942,3	**frais d'établissement**			
	prime de remboursement des obligations	2,4	1,3	1,1
	immobilisations			
	terrains	386,1	13,8	372,3
	travaux souterrains et sondages	698,3	467,2	231,1
	constructions et ouvrages d'infrastructures	1 136,0	821,4	314,6
	installations complexes spécialisées	3 336,1	2 474,3	861,8
	matériel et outillage	634,4	412,1	222,3
	matériel de transport	1 547,9	1 466,7	81,2
	autres immobilisations corporelles	756,9	493,7	263,2
	pipe-line	113,3	98,8	14,5
	immobilisations incorporelles	31,8	7,7	24,1
	frais de recherches	161,3	161,3	—
	puits secs	162,5	162,5	—
	immobilisations en cours	243,6	—	243,6
	total	**9 208,2**	**6 579,5**	**2 628,7**
	autres valeurs immobilisées			
	prêts et autres créances à plus d'un an	106,2	0,1	106,1
	titres de participation	163,0	2,7	160,3
	dépôts et cautionnements	6,2	—	6,2
	compte de régularisation : actif à plus d'un an	39,9	—	39,9
	total	**315,3**	**2,8**	**312,5**
stocks 8 307,8	**valeurs d'exploitation**			
	marchandises	16,5	—	16,5
	matières premières (pétrole brut)	3 988,7	—	3 988,7
	matières consommables	99,4	0,3	99,1
	produits finis	3 092,0	—	3 092 0
	produits en cours	1 102,5	—	1 102,5
	emballages commerciaux	9,0	—	9,0
	total	**8 308,1**	**0,3**	**8 307,8**
comptes de tiers 2 676,5	**valeurs réalisables à court terme ou disponibles**			
	fournisseurs, avances et acomptes versés sur commandes	34,8	—	34,8
	clients	2 112,9	115,9	1 997,0
	autres débiteurs	550,9	1,2	549,7
	comptes de régularisation : actif	95,0	—	95,0
comptes financiers 534,9	prêts à moins d'un an	7,8	—	7,8
	effets à recevoir	205,3	—	205,3
	chèques et autres valeurs à encaisser	162,7	—	162,7
	banques et chèques postaux	158,8	—	158,8
	caisse	0,3	—	0,3
	total	**3 328,5**	**117,1**	**3 211,4**
	résultat : perte de l'exercice (part des actionnaires d'Esso S.A.F.)	**67,1**	—	**67,1**
	total général :	**21 229,6**	**6 701,0**	**14 528,6**

avals, cautions, garanties et autres engagements donnés : 3 146,2

avals, cautions, garanties et autres engagements reçus : 2 819,0





	passif	montant net	
capitaux permanents 9 118,7	**capital propre et réserves**		**patrimoine social et provisions assimilées 7 679,7**
	capital social	595,9	
	prime d'émission	164,9	
	réserve légale	62,7	
	plus-values à long terme	49,5	
	réserves facultatives	124,0	
	réserve de renouvellement du stock indispensable	3,9	
	réserve spéciale de réévaluation	199,6	
	provision spéciale de réévaluation	107,2	
	total	**1 307,7**	
	report à nouveau	**467,6**	
	situation nette (avant résultats de l'exercice)	**1 775,3**	
	provisions non réglementées	**300,0**	
	provisions réglementées		
	provision pour fluctuation des cours des matières premières	4 921,8	
	provision pour investissement	44,4	
	provision pour reconstitution des gisements	401,6	
	provision pour hausse des prix	6,6	
	total	**5 374,4**	
	subventions d'équipement reçues	**6,7**	
	provisions pour pertes et charges	**223,3**	
	dettes à long terme		**passif envers les tiers 6 753,8**
	emprunts à plus d'un an	1 438,5	
	autres dettes à plus d'un an	0,5	
	total	**1 439,0**	
comptes de tiers 4 007,3	**dettes à court terme**		
	fournisseurs	358,3	
	clients : avances et acomptes reçus sur commandes en cours	33,4	
	autres créanciers	3 025,7	
	redevance sur production d'huile brute	47,3	
	comptes de régularisation : passif	542,6	
comptes financiers 1 307,5	emprunts à moins d'un an	39,5	
	effets à payer	868,2	
	banques créditrices	399,8	
	total	**5 314,8**	
	intérêts minoritaires (part dans résultats et situation nette)	**95,1**	
	total général :	**14 528,6**	







EXERCICE 1982 ESSO S.A.F. ET ESSO REP CONSOLIDÉS

		millions de francs
compte d'exploitation générale	**débit**	
	stocks au début de l'exercice	8 491,2
	achats	31 550,5
	frais de personnel	1 186,9
	impôts et taxes	6 778,2
	impôts sur dividende Esso REP	17,8
	travaux, fournitures et services extérieurs	1 643,8
	transports et déplacements	1 009,6
	frais divers de gestion	317,9
	frais financiers	394,4
	dotations de l'exercice aux comptes d'amortissements	374,5
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions	94,8
	bénéfice d'exploitation	**645,2**
	total	**52 504,8**
	crédit	
	stocks à la fin de l'exercice	8 307,8
	ventes de marchandises et produits finis, prestations de services (directement liées à l'activité pétrolière)	43 784,7
	ristournes, rabais et remises obtenus ou à obtenir	5,8
	produits accessoires	143,4
	produits financiers	62,0
	travaux faits par l'entreprise pour elle-même et travaux et charges non imputables à l'exploitation de l'exercice	201,1
	total	**52 504,8**
compte de pertes et profits	**débit**	
	participation des salariés	28,3
	pertes sur exercices antérieurs	2,1
	pertes exceptionnelles	33,6
	dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation ou exceptionnelles:	
	— provision pour reconstitution des gisements	401,6
	— autres dotations	9,1
	charges d'exploration	323,8
	impôts sur les bénéfices	298,1
	bénéfice correspondant à la quote-part des intérêts minoritaires des tiers dans Esso REP	**61,6**
	total	**1 158,2**
	crédit	
	bénéfice d'exploitation de l'exercice	645,2
	profits sur exercices antérieurs	30,3
	provision pour reconstitution des gisements devenue disponible	326,1
	profits exceptionnels	62,8
	profits résultant de subventions d'équipement	3,4
	profits résultant de la réintégration de la provision spéciale de réévaluation	23,3
	perte correspondant à la quote-part des actionnaires d'Esso S.A.F.	**67,1**
	total	**1 158,2**







LES ADMINISTRATEURS D'ESSO S.A.F.

Henri Lamaison
Président d'Honneur
54, rue du Ranelagh
75016 Paris
Administrateur de:
Esso Chimie.

Michel Kopff
Président-Directeur Général
1, place Chancelier-Adenauer
75016 Paris
Administrateur de:
Esso REP,
Esso Chimie,
Esso Europe Inc.,
Esso Africa Inc.

Louis Chaperon
Administrateur
28, rue Pauline-Borghèse
92200 Neuilly-sur-Seine
Président de:
Esso Chimie,
Société du Caoutchouc Butyl (Socabu).

Jean-Louis Pilliard
Administrateur
34, rue du Docteur-Blanche
75016 Paris
Président-Directeur Général de:
La Radiotechnique,
R.T.C. La Radiotechnique Compelec.
Président du Conseil d'Administration de:
Sopad (Nestlé).
Administrateur de:
Barclays Bank S.A.,
Electro Banque,
Le Métal Déployé.

Gustave Rambaud
Administrateur
31, avenue Georges-Mandel
75016 Paris
Président de:
Banque de Paris et des Pays-Bas-Hollande,
Sudameris.
Vice-Président de:
Chiers-Châtillon.
Administrateur-Directeur Général de:
Opfi-Paribas.
Administrateur de:
Banque de Paris et des Pays-Bas-Belgique,
Banque de Paris et des Pays-Bas-Suisse,
Fives-Cail-Babcock,
Agesca N.V.,
Nord-Est,
Cie de Fives-Lille,
Norsk-Hydro,
Frère-Bourgeois Commerciale S.A.,
Copeba,
Electrobel,
Erbé.
Membre du Conseil de Surveillance de:
Compagnie Bancaire.

Jean Rauzier
Administrateur
5, avenue Curie
92370 Chaville
Administrateur de:
Worex Distribution,
Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers.
Membre du Conseil de Surveillance de
Société A. Petit.

Candidat au Conseil d'administration

Claude Roux
15, boulevard Jules-Sandeau
75016 Paris

Né le 5 janvier 1928 à Nantes (Loire-Atlantique).
Ancien élève de l'Ecole Polytechnique.
Entré en 1957 comme ingénieur à la Raffinerie Esso de Port-Jérôme, a occupé plusieurs postes dans cette raffinerie, puis à Paris et à Esso Europe à Londres.
Directeur Logistique et Membre du Comité Consultatif d'Esso S.A.F. en 1977.
Directeur Général Produits Pétroliers d'Esso S.A.F. à partir du 15 mai 1983.

Administrateur de la Société de la Raffinerie de Lorraine et de la Société du Pipe-line de la Raffinerie de Lorraine.